

Informations

Correspondance

Ouvrières

13

SOMMAIRE

FRANCE, des travailleurs	p I
ESPAGNE, notes	p 9
GRECE	p 10
ITALIE, solidarité ouvrière à Naples	p 12
CUBA, révolution dans la révolution notes	p 14
GRANDE BRETAGNE, grèves et action	p 17
CORRESPONDANCE	p 21 et 25
JAPON, luttes et ambiguïtés	p 22
CANADA, impressions	p 22

LE NUMÉRO

mensuel

0,60
(ou 2 timbres)

NUMERO 68

FEVRIER 1968

Nous n'avons pas d'informations directes sur la grève de la Saviem à Blainville près de Caen .

Comment la grève a commencé ? Il y avait la journée revendicative de la métallurgie du 25 janvier . Au cours d'un meeting intersyndical , le 19 janvier , quelqu'un lança le mot d'ordre de grève illimitée " (Le Monde 7 février); que signifie ce "quelqu'un" ?

Le 23 , la Saviem débrayait: grève illimitée et totale . Les horaires y avaient été diminués de 48 à 42 heures et les accords Renault d'indemnisation ne s'appliquaient pas à cette filiale Renault . C'était une bagarre pour les salaires .

Mais cette bagarre dura peu ; là aussi il est difficile de dire quelle part ont pris la police , les syndicats , la direction , les travailleurs eux mêmes dans la rupture de la lutte et la reprise échelonnée qui fit qu'à un moment 1/3 des ouvriers s'opposaient aux deux autres tiers qui étaient rentrés (Tout comme à la grève de Rhodiaceta à Besançon en 67) .

Moyenne d'âge à la Saviem : 28 ans ; la plupart transplantés récemment du milieu rural dans les 8 dernières années (300 seulement mutés de Paris sur 4.800); leur condition , voici comment un canard local la décrit :

"Le décalage des salaires de Paris et de Caen , dont ils ont parfois l'image dans un même atelier; l'insécurité de l'emploi...; le trajet harassant des jeunes ruraux pour se rendre à l'usine , l'inutilité de leur formation professionnelle, dès lors que les titulaires de CAP n'osent même plus en faire état de leurs diplômes à l'embauche ; l'atmosphère de travail dépersonnalisée, l'absence de responsabilités et de chances de promotion ."

(bulletin de l'association Caen Demain)

6^e de syndiqués . Mais les autres échappent ils aux manoeuvres syndicales ? Tout au long de la grève , on trouve des appréciations de ce genre : " Les dirigeants syndicaux , notamment ceux de la CGT les avaient mis en garde contre les provocations ... La reprise du travail dans des conditions fort différentes de celles qu'avaient formulées les dirigeants syndicaux ... Les délégués (FDT) s'opposèrent à une invasion des bureaux ... Avec les CGTistes , ils avaient pris la tête de la manifestation déclenchée hors de leurs directives . La CGT , dans un tract , regrette la manifestation lancée sans consultation des syndicats et des militants ... " On n'en sait guère plus ...

Grève sauvage par certains traits , mais de la même façon que dans d'autres conflits , sous la forme de sursauts spontanés sans que soient constitués d'organismes autonomes de lutte (du moins personne n'en a parlé)

Sans l'avoir voulu comme tel , les ouvriers de la Saviem ont remis en cause toute la politique de planification et de décentralisation . Ils en avaient été les victimes en tant que paysans (en 1967 , la concentration agricole est au stade prévu pour 1970) , puis en tant qu'ouvriers (à travers la décentralisation , les dirigeants essaient de récupérer sur les salaires , sur les cadences...; ce n'est pas un hasard si les accords Renault étaient appliqués à Billancourt , pas à Caen) . Les syndicats et les partis offrent une perspective électorale qui apporterait la même chose pour un lendemain ; les groupes "révolutionnaires " , tout comme les syndicats essaient d'utiliser ces luttes sur un plan plus violent , mais exactement dans le même but . La lutte des ouvriers brise tout ces cadres qu'on essaie de leur imposer , sans qu'ils le veuillent .

C'est bien cela qui transparait derrière cette phrase :

" Elle (la grève) aura montré le danger qu'il y a pour un régime , à diminuer systématiquement le rôle des intermédiaires politiques pour ne plus laisser face à face que la masse et les gendarmes . "

Il y a là une invitation aux dirigeants à comprendre la fonction réelle des syndicats , à aller "de l'avant " au lieu de chercher à revenir constamment aux formes du passé : la force du gendarme aujourd'hui , ce n'est pas la bâton ou le fusil du CRS , c'est d'abord , et combien plus efficace , le pouvoir des intermédiaires syndicalo-politiques , les techniciens syndicaux ; la lutte autonome assure ainsi la mise en place d'institutions "modernes " pour récupérer et encadrer plus sûrement les travailleurs , assurant en même temps son propre dépassement car poussé par ses propres "nécessités économiques " , le capitalisme ne peut faire fonctionner ce qu'il crée ainsi qu'en "trichant " avec les règles qu'il a lui même définies .

FRANCE

E D F

Marseille

La Commission **secondaire** du personnel, chargée d'examiner les avancements tient séance. Les ouvriers vont voir les syndicats pour solliciter. La CGT réclame une plus grande promotion pour les catégories inférieures et moyennes.

En raison du froid, les services techniques du Gaz de France sont débordés; des équipes de secours travaillent le samedi (majoration de 50%) et le dimanche (majoration de 100%). Il y a beaucoup de volontaires: cela permet de récupérer la journée de grève du 13 décembre.

Les bus de Marseille ont augmenté. L'indemnité de déplacement augmente (elle varie suivant que l'on réside dans des zones concentriques autour du centre de distribution). Mais, en vue d'établir différentes indemnités suivant le moyen de transport utilisé, il a été demandé aux agents leur police d'assurance auto.

De plus en plus sont mises en circulation des voitures radio émettrices-réceptrices; quand on croit avoir fini un travail, sonnerie et ordre de repartir ailleurs; on a toujours un fil à la patte. Pour d'autres, on leur fait la faveur de leur installer le téléphone à la maison aux frais de l'E D F pour pouvoir les toucher de nuit et les envoyer en service extraordinaire de réparations urgentes.

P T T

centre de tri - Paris

C'est sur les "auxiliaires non titulaires occasionnels" que repose la bonne marche du travail. Ils forment 70 à 75% des effectifs et on peut les pressurer à loisir. Ce sont en majorité des jeunes sortant de leur famille, du lycée ou débarquant de province. L'administration peut les balancer comme elle veut et leur faire faire n'importe quoi. Ils sont immédiatement remplacés s'ils partent, les candidats sont nombreux en cette période de chômage. De cette façon, le travail est toujours bien assuré.

La différence de cadence entre titulaire et non titulaire est très sensible, les non titulaires n'ayant aucun moyen de défense. Un mouvement pour limiter les cadences est impossible. Théoriquement, une équipe de 12 à 13 gars doit faire 520 sacs de colis de 17 à 23 heures et peut refuser d'en faire plus. Mais à la moindre tentative de limiter on est menacé d'un p.v. et un p.v., c'est la porte: finalement, ils peuvent faire ce qu'ils veulent.

Différentes pressions peuvent s'exercer pour accroître les cadences. Par exemple, la promesse de partir 1/4 d'heure plus tôt si le travail est terminé; de la sorte que l'équipe fait 800 sacs pour gagner 1/4 d'heure; mais le lendemain, le même rythme est imposé sans quart d'heure cette fois. De même, pendant la période des fêtes, il a été imposé 1/4 d'heure de plus par jour et supprimé quatre samedis sans que personne puisse s'y opposer.

Les syndicats ne font rien. Comme la révocation intervient toujours pour "faute de travail", ils ne voient aucun motif d'intervenir. Par contre, un délégué syndical étant menacé d'une mutation pour faute professionnelle, il y a eu menace de grève, tracts, et recul de l'administration. En parallèle, on peut mettre le vidage d'un auxiliaire soupçonné de voler des timbres, surpris, paraît-il - par un chef en train d'en prendre un (un seul) et vidé le lendemain sans recours et sans que les syndicats fassent quoi que ce soit - pas plus que les autres auxiliaires d'ailleurs.

Selon les besoins, on embauche, on licencie, on laisse partir sans remplacer alors que beaucoup d'inscrits attendent leur tour. C'est la grande instabilité - apparente - car le travail est ainsi fait par une main d'œuvre très malléable à laquelle on peut, selon les nécessités imposer toutes cadences, ce qui donne une grande souplesse dans un tel service soumis à de grandes fluctuations.

Au bout d'un an, si l'on a pu tenir, on passe titulaire après examen. La plupart des titulaires sont plus âgés; ils travaillent à une cadence moins élevée; ils sont plutôt

au tri des lettres que des paquets .Mais ils ne peuvent rien faire pour les auxiliaires, prisonniers qu'ils sont du système .
Le salaire est de 625.F par mois pour 6heures 3/4 de travail par jour et un samedi sur deux (pas de travail du dimanche) . Chaque heure après 20 heures est majorée de 1F (tarif de nuit) . Un titulaire ,pour une mi nuit (17 heures à 23h 45) arrive à se faire 200 F de plus par mois qu'un auxiliaire .

IMPRIMERIE

Paris

L'imprimerie Paul Dupont liquide : tous les ouvriers ont reçu leurs lettres de licenciement .
A Cliché-Union (boite de 500 ouvriers → photogravure) c'est la troisième charrette d'une trentaine de gars . Certains partent en Belgique ou en Hollande .
Le camarade qui rapporte ces faits a reçu lui-même une lettre l'av isant qu'à la première faute professionnelle ,il serait licencié .
L'impression est que cette crise passagère est en partie créée par les patrons pour leur permettre de baisser le niveau des salaires (hauts salaires dans certains secteurs du livre ,échelle mobile de la convention collective) et recruter à d s taux inférieurs . Cela paraît un phénomène général,même là où le travail ne manque pas .

CHAUSSON

accessoires automobiles -banlieue de Paris

Bien que l'activité de l'usine ne ralentisse pas, un plan est mis en place pour réduire les salaires et par différents moyens. Les improductifs (mensuels, cadres) seraient mis en pré retraite (à 62-63 ans, pas au-delà, car alors c'est moins intéressant pour la direction). L'économie est évidente: des salaires à 5 ou 6 frs l'heure remplacés par des jeunes à 2 ou 3 frs. Cela pourra être étendu aux ouvriers mensuels volontaires de plus de 60 ans, mais la direction "étudiera les cas individuels". Il est possible aussi si ça ne dégage pas assez vite, une autre partie serait virée. Tout cela n'est pas envisagé, en apparence, systématiquement, bien qu'il soit évident que tous ces "efforts" tendent à réduire les prix de revient.

Dans l'usine, cela créé une situation plus bordélique: chacun parmi les cadres, tire la couverture à soi pour tenter de garder son poids. D'un côté les maniaques de la hachette qui se veulent "dans le vent". De l'autre ceux qui veulent garder leur poids mesuré à l'importance du troupeau qu'ils commandent. On s'imagine de l'extérieur, qu'une usine de 6000 ouvriers est un modèle d'organisation, de planification. En réalité, c'est une indescriptible pagaille qui s'ordonne à travers des relations qui ne sont pas celles décrites dans les plans ou ordonnées par les bureaux de méthodes.

Les syndicats, chez Chausson, ont une réputation de combativité; ils ont demandé des explications sur les intentions de la direction à propos de tous ces bruits. La réponse officielle fut que tout cela était faux mais qu'il avait seulement été "demandé aux directeurs comment ils pourraient assurer la même somme de travail avec un personnel réduit". Ils s'en sont contenté.

La réaction des ouvriers est entre l'inquiétude et le calme; rien de concerté: il est vraisemblable qu'il en sera ainsi tant que cela se fera par des mesures individuelles. L'impression, en regard de cet état de fait, est d'une apathie générale. Ceux qui réagissent, ce sont les cadres que les réductions d'horaires gênent dans leur travail de cadre, car ils n'arrivent plus à sortir la production demandée dans les conditions habituelles.

RENAULT:

Pour la direction de la Régie, tout va bien: elle embauche. Des ateliers travaillant en normale passent à deux équipes; dans d'autres les équipes de nuit et de jour sont renforcées; ailleurs, ce sont les heures supplémentaires. Pour les travailleurs, c'est toujours la confusion.

Les nouveaux embauchés sont sous contrat provisoire. Et en même temps, partout, c'est la recherche de l'augmentation des cadences, la réduction des temps alloués pour l'exécution des pièces, les économies sur tout, le renforcement de la surveillance.

Aux Forges, cela n'empêche pas les mutations du fait du transfert de fabrication, d'où perte de salaire pour les ouvriers. Cela n'empêche pas la Voix de l'Usine (du syndicat CGT Renault) de déclarer que "par leurs luttes contre la décentralisation, les travailleurs des forges et fonderies imposent le maintien d'un secteur important des fonderies. La direction est contrainte de prendre des mesures concernant les déclassements (pas un déclassement supérieur à 20 AF de l'heure) ...".

En réalité, aucune information n'est donnée, ni par la direction, ni par les syndicats. On ignore ce qui se passe d'un atelier à l'autre. Quant aux usines en province, c'est tout juste si on sait qu'elles existent; pour les syndicats, ces travailleurs ne doivent pas les concerner. Absolument rien.

A la suite de la mise en vigueur de la T.V.A. les cantines ont à nouveau augmenté. Un premier tract pleurait misère: chacun comprend que 8 jours après les plats seront plus chers. Il en est de même à chaque augmentation trimestrielle de 1% ou de prime. Comme cette augmentation est appliquée au personnel de la cantine, elle repasse aussitôt dans les prix, déjà élevés. Pour un repas normal, il faut compter 450 AF. (100 gr de pain:18, 1/4 de vin: 50- plat de viande garni 240 à 350- légumes de 50 à 65- fromage 45- dessert 65- fruit 50-).

La cantine est gérée par le Comité d'entreprise; mais contrairement aux autres entreprises ne reçoit pas de subvention. Celle-ci est versée à tous les ouvriers sous la forme d'une prime spéciale de 140 AF, qui paraît sur la feuille de paie. Chacun paie ainsi le tarif plein à la cantine.

Depuis que le P C relance les comités de paix au Viet Nam, pluie de tracts des organisations parallèles et de la CGT: collectes, réunions, etc.. Les autres tracts, c'est pour la "grande action" du 25 janvier qui n'est envisagée par la CGT que sous la forme de brefs débrayages dans la journée.

Les débrayages ont été suivis, mais parce qu'ils sont toujours en fin de journée pour chaque équipe. Par contre, aucun tract n'a parlé de ce qui se passe à la SAVIEM à Blainville et à Caen: la SAVIEM est une filiale Renault, mais c'est comme si ça n'existait pas.

ASSURANCES GENERALES:

Les salaires ont été augmentés au 1^o janvier 1968 de 4.61% pour les employés et de 4.66% pour les cadres, après accord entre la Fédération patronale et toutes les centrales syndicales. En plus, une prime de signature de 1/12 de mois avec plafond minimum (pas maximum) de 75 Fr. Cela ne sort pas des normes habituelles des augmentations planifiées de 4 à 5% appliquées dans la plupart des entreprises. Ce qui est nouveau c'est que les syndicats unis ont cru devoir revenir à l'agitation rituelle qui précédait habituellement autrefois l'offrande annuelle de 4% et qu'ils avaient abandonnée depuis quelques années. Il y a eu ainsi en dehors des pétitions et délégations, des débrayages "sorties avancées, ou rentrées retardées", des assemblées dans les entreprises, deux manifestations devant le siège de la Fédération patronale. Dans le groupe des A.G. les syndicats ont

lancé un débrayage limité de services "clés" avec solidarité de tous les autres employés qui continuaient de travailler. Cela peut paraître d'autant plus une excellente initiative que la structure des entreprises est telle qu'un arrêt de quelques secteurs très limités peut effectivement paralyser la boîte et que jamais les syndicats n'ont avancé de telles formes de solidarité active. Mais ce qu'ils ont fait, si elle montrait la possibilité d'une telle forme de lutte, n'en était que la caricature, car les services choisis par les syndicats n'étaient pas des services clés: un service annexe du courrier et les perfos (alors que la direction donne habituellement à un sous-traitant du travail de perforation). Cependant, là aussi on peut s'interroger sur les raisons qui ont poussé les syndicats à agir ainsi cette année et de telle façon: sans aucun doute, c'est une réponse à un rapport de force différent dans l'entreprise et une tentative de récupérer les employés pour les encadrer dans la discipline générale du travail. La participation à ces mouvements n'a jamais dépassé la moitié des employés, ceci malgré l'attitude "bienveillante" des cadres (et pour cause l'augmentation étant toujours hiérarchisée et les actions ne perturbant guère la marche des services).

Toutefois, il est intéressant de noter le désir des cadres de montrer vis à vis des directions leur "insatisfaction". Cela peut être considéré comme le reflet d'un conflit assez marqué entre les dirigeants (liaisons financières) et les technocrates moyens (bureaucratie technique) ces derniers menacés par l'automatisation et les concentrations à long terme dans leurs places et leurs ambitions, à court terme dans leur routine de travail. Deux exemples peuvent illustrer ce conflit:

- lors des débrayages pour les salaires, les cadres ont refusé de donner à la direction la liste des grévistes; la direction a fait alors circuler des listes où les intéressés devaient mentionner s'ils avaient ou non fait grève; sur instruction des délégués de l'entreprise tout le monde a marqué "présent". D'où une longue suite de palabres à la direction et pratiquement aucune retenue de salaire pour les grévistes de décembre (cette non-retention était une pratique admise par la direction d'une des trois boîtes des A G avant la fusion en une seule il y a trois ans et rejetée ensuite par la nouvelle direction).

- un fondé de pouvoir devait être nommé secrétaire général par la nouvelle direction: une démarche des cadres a fait échouer cette nomination.

Tout ceci se passe pratiquement dans l'ignorance des employés mais avec le soutien des délégués syndicaux de l'entreprise. On ne peut que noter les rapports étroits qu'entretiennent cadres et bureaux syndicaux pour l'élaboration d'une sorte d'action technocratique suivie; cette action joue à la fois contre la direction de l'entreprise, les directions des centrales syndicales et les employés.

Lors de la concentration des trois entreprises en une, la direction voulait créer un seul comité d'entreprise. Elle avait le soutien ouvert des dirigeants CFDT et occulte des dirigeants CGT. Ce projet rencontra l'hostilité des cadres et bureaux syndicaux de toute tendance de la société vie qui juridiquement ne pouvait être fusionnée dans le groupe; finalement un procès fut intenté à la direction qui le perdit. La direction dut reculer et former deux comités d'entreprise, garantissant ainsi aux "technocrates moyens" leurs places et leur pouvoir. De cette affaire est résultée une grande méfiance vis à vis des dirigeants syndicaux nationaux; cela a même entraîné le retour de toute une section CFDT à la CFTC.

Il ne faudrait absolument pas déduire de ce qui précède qu'il y a une hostilité ouverte entre les directions et les cadres syndicaux et d'entreprise: tous participent à des degrés divers à la bonne gestion capitaliste de la boîte. C'est même dans cette perspective de "bonne gestion" que se placent tous les heurts évoqués ci-dessus. Nous ne pouvons mieux faire, pour caractériser cette action concrète que citer la déclaration

du représentant du comité d'entreprise Vie, déclaration à laquelle se sont associés tous les autres représentants syndicaux, présents à ce conseil d'administration. Le fait que ledit représentant soit chef de service, syndiqué cadre CGT et que les autres délégués soient permanents syndicaux, cadres ou employés montre bien que tous agissent dans la même perspective. Voici la déclaration faite au président- le grand chef autoritaire de la boîte, à propos d'une réforme de structure faite sans consultation préalable des syndicats ou des cadres:

" Le Comité (d'entreprise) qui vient d'être mis en place entend collaborer loyalement et franchement avec la Direction et le Conseil; mais il entend aussi émettre un avis motivé... Une collaboration étroite devrait s'établir entre l'organe de Direction et les représentants du Personnel; c'est un point primordial et le comité tient particulièrement à ce qu'il soit précisé de manière définitive ".

(extrait du procès-verbal du Conseil d'Administration).

Pourquoi une telle revendication d'une "collaboration loyale" avec la direction est inacceptable par celle-ci? Parce qu'elle inverse le pouvoir dans l'entreprise. Un président (nommé par le ministre des finances dans cette société nationalisée, en fonction d'intérêts financiers et technocratiques "supérieurs") pose comme principe celui de son pouvoir absolu de décision. C'est lui qui fait les choix et qui détermine-éventuellement- la part que les cadres ou les syndicats prendront dans ces choix ou dans l'application des décisions. La "collaboration loyale" est exactement l'inverse: elle signifie que la direction accepte de partager son pouvoir. Un pouvoir "protégé" n'est plus un pouvoir absolu. Aucun des "collaborateurs loyaux" qui font ainsi -en vain- leur offres de services n'est conscient de la signification profonde de leur action: ils ne parlent que de l'intérêt de l'entreprise (en réalité la protection de leur place et de leur fonction au sein de leur intérêt) et appliquent à leur manière les directives patronales.

Car les sujets de tout cela, ce sont les 3000 employés de la boîte. Eux non plus ne se rendent pas exactement compte de ce qui se joue. Les escarmouches direction et cadres (d'entreprise et syndicaux) peuvent leur laisser croire que ceux-ci défendent leurs intérêts: de fait la plupart d'entre eux- pour autant qu'ils soient au courant- voient dans l'action des cadres la préservation des quelques miettes qu'ils avaient eues dans le passé. Cela ne parvient pas à dissiper les inquiétudes au sujet de la concentration du transfert éventuel en province, d'autant plus qu'une nouvelle concentration (Assurances Générales et Phénix) vient d'être annoncée, beaucoup plus vaste et plus dangereuse que celle des trois boîtes des A G qui était à peine amorcée dans les faits. Mais cela peut par contre, préciser encore plus le conflit des cadres- appuyés par une partie des employés soucieux de "défendre leurs droits"- et de la direction.

Il serait trop long de développer la signification de ces rapports entre les employés et les cadres d'entreprise et syndicaux. Soutien par certains côtés, critique par d'autres ce sont les termes d'un autre conflit entre tous les exécutants et ceux qui commandent leur travail, d'autant plus estompé s'il s'agit de vieux employés, d'agents de maîtrise ou d'employés qui ont l'espoir de grimper, d'autant plus net s'il s'agit de jeunes employés ou de ceux qui n'ont aucun espoir de promotion. En particulier un clivage existe entre d'une part les temporaires employés des boîtes de location de personnel, les jeunes qui "attendent mieux pour partir" et d'autre part les autres, conflit matérialisé par des différences de statuts, d'attitude devant le travail et l'encaissement. Il est difficile de prédire dans quel sens tout ceci va évoluer mais il est certain que la dimension de la nouvelle boîte (7000 employés), l'application maximum de l'automation, les brassages d'employés dans les fusions de services, augmenteront ce clivage entre employés exécutants et le groupe moyen des cadres et de ceux qui s'y

rattachent.

Les Fédérations syndicales de l'assurance axent, quelles qu'elles soient, toute leurs actions vers une emprise plus grande sur les employés. C'était net au cours des débrayages pour les salaires. Cela l'est aussi à propos de la concentration: tous les tracts syndicaux protestent contre une décision qui a été prise sans qu'ils soient consultés et se terminent par un bulletin d'adhésion au syndicat. Au lieu d'une trentaine de sociétés nationales avec autant de conseils d'administration, de comités d'entreprise, de délégués permanents, il n'y en aura plus que quatre. C'est évidemment une perte de places et de prébendes et peut être d'influence parmi les employés, dans la mesure où, soucieux de préserver le rôle qu'ils s'assignent auprès des directions, ils laisseront faire -et appuieront- les mesures découlant de la fusion avec toutes leurs conséquences pour les employés. Car l'intervention des syndicats se situe au niveau de l'état de la même façon que celle du groupe des cadres au niveau de l'entreprise; elle suppose le soutien de ce groupe des cadres moyens syndicaux et d'entreprise mais on y trouve le même conflit qu'avec les directions d'entreprise. Curieusement un tract CGT exprime sans le vouloir ce clivage entre le groupe des employés -plus ou moins à la remorque des cadres dans l'entreprise- et les organisations prises dans leur ensemble. Il déclare qu'il faut faire "l'unité des employés et des organisations".

Le S.T.I.L. service technique interprofessionnel du lait.

Service para-administratif, compte 200 employés (75% de femmes) répartis entre le service administratif (125) siégeant à Paris, les laboratoires de Paris (25) et de province (25) et les contrôleurs effectuant leurs prélèvements en province (25). Le travail tient en l'inspection des laits, fromages, beurres et caséines, surtout destinés à l'exportation.

En place depuis 1945, après avoir subi quelques changements de sigle, ce service a toujours été calme du côté revendicatif, ses employés étant relativement mieux payés qu'ailleurs. Aussi, tant du côté patron que du côté employés, n'avait-on jamais ressenti le besoin d'une quelconque représentation du personnel assurée par une boîte syndicale.

Puis, il y a deux ans environ, des bruits courent qu'il fallait avoir des délégués élus, qu'il fallait auparavant contacter une organisation syndicale, et cela sans que personne puisse dire d'où était partie cette idée. Apparemment, les employés n'en avaient pas pris l'initiative car le problème leur échappait complètement. Toutefois, les cadres leur expliquent pourquoi il faut avoir des délégués et pourquoi il faut se syndiquer. On parle de la CFDT. Certains se syndiquent, d'autres refusent. Il se passe ainsi facilement un an pendant lequel de grands silences alternent avec quelques pressions du syndicat. En même temps, le personnel apprend que le S T I L serait intégré bientôt au Ministère de l'agriculture, et cela par des bruits de couloir les plus divers qui sèment l'inquiétude. On parle ainsi de licenciements, de décentralisation, de blocage des salaires. Comme par hasard on reparle plus que jamais de syndicat. On mène une élection de délégués du personnel qui met alors en place des gens sous la coupe CFDT. Ces derniers rencontrent le 26 juin 1967 le président de la F G A (Fédération générale de l'agriculture CFDT) et un représentant du du SNATPA (je ne sais quelle est cette boîte! ça doit être une branche de la CFDT-agriculture). Compte-rendu de la réunion est diffusé à tous les employés, accompagné de la copie d'une lettre adressée à la direction du STIL. Le texte du compte-rendu est le suivant:

- " sujets traités: -structure actuelle du STIL
-action syndicale de ces dernières années
-situation et objectifs actuels
-quel soutien est-on en droit d'espérer des représentants du SNATPA?

résultat: -nous faire connaître l'inexistence d'une structure syndicale dans notre entreprise
-besoin urgent et impératif d'en créer une
-confirmation que seuls les "délégués syndicaux" sont habilités à défendre les intérêts du personnel syndiqué (dans son ensemble ou dans chaque cas particulier) vis à vis des autorités extérieures à celles du STIL.
-et que les délégués du personnel ont pour mission de transmettre aux employeurs les réclamations collectives et individuelles.. (art.2 de la loi du 16 avril 1946).

conclusion:

-nécessité de se syndiquer pour la défense de nos intérêts (classification professionnelle dans les futurs contrats?)
-réunions prévues début août 1967, après accord avec la direction (voir lettre ci-jointe), uniquement pour le personnel syndiqué (souligné dans le compte-rendu-admirer aussi la date choisie pour la réunion).
-les candidats aux postes de délégués syndicaux sont priés de se faire connaître (aux signataires) le plus rapidement possible afin que leur élection soit possible aux réunions précitées".

Quant à la lettre du directeur du STIL qui était jointe au compte-rendu on y trouvait un remerciement pour la salle prêtée et surtout les paragraphes suivants:

" à l'issue de notre rencontre avec les représentants de la Fédération Générale de l'agriculture, il s'est avéré que l'organisme du STIL ne possède aucune structure syndicale. Pour remédier à cet état de choses, il serait nécessaire de procéder à l'élection de délégués syndicaux seuls (souligné dans le texte) habilités à participer aux discussions avec les organismes officiels. Nous vous serions reconnaissants de bien vouloir autoriser le personnel syndiqué à se réunir au siège au début du mois d'août ".

Comme commentaire, il est suffisant de conclure que tout est savamment orchestré par le patron et le syndicat au moment où il va falloir imposer des mesures qui dégraderont ce qui était acquis et qu'ainsi il allait être nécessaire de bien contrôler le personnel. Parallèlement, l'administration se met en marche et fait remplir des fiches de renseignements en vue de préparer la prise en charge des employés du STIL par le Ministère de l'Agriculture. L'intégration ne saurait tarder. Le can evas est prêt. Le personnel ne sait rien de plus.

• Octobre 1967 le gouvernement trouve un débouché pour l'exportation des caséines dont le stock devenait beaucoup trop important. C'est aussi le moment de ménager le personnel du STIL quand on a besoin de lui, le départ des bateaux restant soumis aux contrôles de laboratoire. C'est donc le moment de faire courir beaucoup de bruits rassurants que confirmeront fidèlement les délégués du personnel après les réunions que propose le patron lui-même lorsqu'il croit discerner une certaine nervosité parmi son personnel. Ce dernier pourtant inquiet, fait toutefois confiance et ne saisit pas l'occasion d'une action au moment où elle aurait le plus porté. Le compte-rendu d'une réunion à la date du 4/12/67 apprend que la direction a communiqué le texte de lettres qu'elle devait adresser ultérieurement à l'ensemble du personnel, la première provenant du ministère

de l'agriculture et informant le STIL qu'à dater du 1^o janvier 1968 il y aura transfert des attributions du STIL au ministère, la seconde informant le personnel "qu'à partir du 1/1/68 et dans l'attente d'une éventuelle intégration en qualité d'agent contractuel le personnel recevra son traitement sur les bases acquises au 31/12/67". On y apprend aussi que les délégués se sont aventurés à demander des précisions sur les termes "bases acquises au 31/12/67" et que la direction n'a pas été en mesure d'en fournir... Toutefois, toujours d'après ce compte-rendu, il "semblerait que ces termes excluraient une part des avantages découlant du statut antérieur et des droits et usages acquis... Quant à la période transitoire, elle pourrait durer de 10 à 12 mois... D'autre part, à dater du 1/1/68, le service serait divisé, la statistique et sans doute la documentation étant rattachées à la Direction des Etudes et Affaires générales, les services techniques et laboratoires dépendant du service de l'Élevage... Qu'enfin en cas de force majeure, qui ne permet pas l'organisation de nouvelles élections, le mandat des délégués du personnel peut être prorogé. Clause applicable aux délégués élus en novembre 1966".

On apprend aussi qu'il sera d'abord proposé un contrat provisoire que l'on peut refuser tout en ayant droit à une indemnité de licenciement, puis un contrat définitif (sans savoir quand) qui, s'il est inférieur au contrat provisoire pourra encore donner droit à prime de licenciement en cas de refus.

Après la réception des lettres par le personnel, les délégués syndicaux se contentent de dénoncer par écrit ce qu'ils appellent une "rupture unilatérale du contrat antérieur" "souhaitant par contre que cette interprétation de leur part soit erronée" (sic), ils demandent des précisions et ce, avant le 15/12/. Le personnel fait toujours confiance à la fois au syndicat et au patron qui, tous deux, gagnent du temps, le premier en se contentant d'ergoter par écrit et de demander des précisions, le second devant tenir jusqu'au 31 décembre.

Fatalement le 15 décembre, il n'y a pas de réponse directoriale. Le jour même, les délégués appellent les employés du STIL à assister à l'Assemblée Générale du personnel qui doit avoir lieu le 21/12/67 à 14h avec comme ordre du jour:

- "- étude de l'évolution de la situation
- position à adopter
- action à entreprendre pour la défense de nos droits
- questions diverses."

On n'y émet même pas l'idée de débrayer pour s'y rendre, puisqu'on y joint au contraire une formule à remplir si on ne peut s'y rendre. Le jour même où devait avoir lieu cette fameuse assemblée, le personnel reçoit le non moins fameux contrat provisoire que le Ministère lui proposait. Ce contrat comprend 6 articles (salaires, congés, maladie, indemnité de licenciement et sanctions disciplinaires, et bla-bla-bla...). En un mot les salaires sont bloqués, c'est là tout ce que l'on sait, et on ne sait pas pour combien de temps. Les délégués syndicaux discutent de "l'opportunité de signer ou non le contrat" Puis ils demandent au Ministère de retarder la date limite (fixée au 31/12/67). De leur côté les employés du STIL se paniquent et signent le contrat dans leur grande majorité puisque 18 seulement sur 200 refusent.

Le 28/12 sur sollicitation de la CFDT les délégués syndicaux sont reçus par le ministère et y demandent encore des précisions et une prolongation du délai de réponse. On leur accorde jusqu'au 5 janvier et on rassure une dernière fois les gens en admettant la possibilité d'obtenir la prime de licenciement en cas de refus du contrat définitif qui sera proposé on ne sait toujours pas quand. La question d'horaire du travail n'est pas évoquée. La durée du contrat provisoire non arrêtée. On promet au syndicat de lui présenter le projet de contrat définitif avant de le soumettre au Budget et à la fonction publique, et ce avant le 31/1/68. Quand des employés demandent alors aux délégués syndicaux si leur temps de travail changera (38h actuellement pour 42h ou 44h auministère)

on leur répond que même si on faisait faire 44h au personnel du STIL ce dernier ne pourrait refuser, rapport au risque de licenciement, rapport au chômage qui sévit actuellement... et ce, en dépit du contrat provisoire qui stipule que les conditions de travail restent arrêtées à ce qui était acquis au 31/12/67.

Ainsi donc, à la date du 28 janvier 68, les manoeuvres patronale et syndicale ont remarquablement réussi, parvenant à conserver un personnel pratiquement intact (91%) tout en bloquant son salaire sur sa valeur au 31/12/67 pour une période indéterminée et enfin pour l'intégrer complètement au corps d'agents contractuels bien plus mal payés que les agents du STIL ne l'étaient auparavant. Et cela sans qu'il y ait eu un quelconque mouvement de protestation durant deux ans, à l'aide de faux bruits d'abord, d'un appareil syndical ensuite, et en précipitant les choses enfin, avec la complicité de la bureaucratie syndicale pendant les fêtes de fin d'année.

En conclusion, on peut dire que la bureaucratie syndicale a bien rempli son rôle et d'une façon irréprochable, à savoir de ne rien faire et de tout empêcher.

notes sur l'ESPAGNE

Les fêtes durent ici jusqu'au 6 janvier et donnent un aspect insouciant aux villes. Remarquez que le courant électrique manque à deux pas des avenues illuminées de Barcelone.

Les étudiants continuent leur lutte pour une Université libérale et en premier lieu pour une organisation étudiante "autonome", bien bourgeoisement anti-franquiste. Cette lutte est souvent violente mais les travailleurs manuels sont séparés d'eux par les origines sociales différentes et aussi par le "détail" que ces événements se déroulent dans les cités universitaires hors des villes. Ces derniers mois, beaucoup d'entreprises ont fermé et renvoyé leurs ouvriers. D'autres ont supprimé les heures supplémentaires. L'émigration vers l'Europe s'est stoppée brusquement. Même dans le bâtiment on chôme pour la première fois depuis des années. Dans les petites villes du Llobregat et dans les villes de Tarrasa et Sabadell les usines du textile tournent au ralenti deux ou trois jours par semaine. Les ouvriers travaillant encore normalement demandent la répartition du travail existent et ont une grande solidarité avec les chômeurs. Dans les marchés, il est arrivé que des ménagères aient exigé d'être ravitaillées sur la présentation de la carte de chômeur. Il faut dire aussi que parfois cette situation tourne vers le racisme. Des travailleurs nord-africains, embauchés en grand nombre par le bâtiment, dans cette région, ont été victimes des discriminations et ont souffert de l'hostilité des travailleurs espagnols.

A cette époque, viennent à expiration beaucoup de "convenios". Ce sont surtout des accords de salaires d'une durée de 1 ou 2 ans et d'une extension variable: entreprise corporation, locale ou nationale. Dans un climat d'inflation, les salaires prennent un retard important sur les prix. La mesure de blocage des salaires prise par le gouvernement qui a suivi la dévaluation de la peseta, veut ainsi faire payer la note aux travailleurs. Le renouvellement des "convenios" est souvent accompagné pour appuyer les pétitions ouvrières, les grèves perlées, arrêts d'une ou deux heures, et les manifestations. C'est déjà traditionnel: les ouvriers ne prennent pas leurs moyens de transport et descendent à pied vers Madrid en partant de la ceinture industrielle. Cette activité ouvrière est concentrée dans les grandes usines. A Madrid c'est la métallurgie. A Barcelone, la métallurgie et le textile. Les hommes qui n'ont pas fait la guerre, qui ont aujourd'hui entre 30 et 40 ans, sont à la tête des luttes revendicatives. Ils sont bien

informés de la situation dans les autres pays par une émigration économique qui va et vient en Europe, sans oublier les millions de travailleurs touristes que les congés payés déversent chaque été. Les éléments les plus modérés, les moins combattifs sont les paysans venus d'une situation misérable dans les campagnes et qui se trouvent éblouis par leur nouvelle condition de citoyens.

Les ateliers ont leurs délégués nommés directement, appelés "enlaces" Ils sont très liés avec les travailleurs contre les patrons et contre la haute bureaucratie syndicale. Les "enlaces" de toute l'usine forment naturellement la commission ouvrière. C'est élémentaire et c'est bien. Fréquemment des "enlaces" sont expulsés des usines par la police. Les ouvriers sont solidaires de ces camarades et débrayent pour obtenir leur retour au travail.

A partir de là, les "politiques" (Eglise et PCE principalement) essaient de structurer les "commissions ouvrières", organisation nationale qui préfigure déjà les syndicats de demain, syndicats de collaboration de classe que nous connaissons partout dans le monde. Le départ est donné et les grèves et manifestations des ouvriers sont mises à l'actif des "C.O." à tort ou à raison. L'équipe de rechange du franquisme Gil Robles, Tierno Galvan, Satustregui, etc.. leaders de "l'Opposition" applaudissent la naissance du syndicalisme "libre". Selon les capitalistes sérieux "...il n'y aurait bientôt pas d'autre solution que de reconnaître d'une manière ou d'une autre les commissions ouvrières si nous ne voulons pas que l'atmosphère entre patrons et ouvriers devienne irrespirable". (paroles citées au procès de 5 dirigeants des C.O. d'après Le Monde).

Ces quelques notes sur l'Espagne, nous confirment que là-bas ou ici c'est bien semblable dans le fond. Il y a un "retard" en Espagne dans les conditions matérielles et dans l'expérience. Pour ces raisons notre position reste la même: dénonciation des partis et syndicats et appui de toute forme de lutte autonome. C'est aux travailleurs de défendre leurs intérêts et de lutter pour leur émancipation.

grèce

Quand le fasciste et colonel Caridas déclare: "mieux vaut un gouvernement fasciste atlantique qu'une démocratie (bourgeoise) qui se tourne vers Moscou", il révèle le contexte international agissant dans lequel s'est déroulé l'écroulement de la façade démocratique en Grèce.

Des faits? La Grèce est une "boutique américaine" nous déclaraient récemment des camarades grecs, le coup de force se produit avant la guerre éclair d'Israël, les tentatives faites à Chypre pour liquider Makarios, le 10 août 1967, l'ambassadeur USA déclare que son pays continue la collaboration militaire (et économique), il ne s'agit pas seulement de l'entretien du matériel existant. Ces mêmes camarades nous certifient la livraison importante d'armes avant le coup d'état, mai 67. La société US Litton signe un contrat de 830 millions de dollars dont 50 millions pour 67 pour la mise en valeur de la région du Péloponèse et de la Crète.

Economiquement, la Grèce est un pays sous-développé et elle n'échappe pas à la loi d'airain de leur évolution: immigration massive à l'étranger (500.000 ouvriers); à Corfou pas un village où un habitant ne parle pas allemand.; exportation de matières brutes, importation de produits finis, d'où le déficit permanent de la balance des paiements, investissements du capitalisme, surtout américain dans les secteurs qui l'intéresse, à tel point que le développement de la principale activité, le bâtiment, en dépend, produit national brut par habitant de trois fois inférieur à l'Allemagne...

On retrouve bien dans ce contexte les linéaments de la stratégie mondiale de l'impérialisme américain: politico-militaire, asservissement des peuples, économique: maintien des chasses-gardées lucratives. Quant à l'Est? Tous les groupements de gauche sont au courant du coup d'état plusieurs jours, peut-être semaines, avant son éclatement; ils ne livrent aucune information au peuple, ne prévoient aucun moyen (violent) d'y parer. Si bien que les isolés prêts à se battre, et il y en a, restent chez eux, et on les comprend. Et s'esquisse comme au Brésil et ailleurs, comme en 1949, un front commun patriotard et pacifiste des communistes aux "presque" fascistes de Caramanlis. Pour les cadres du K K E (E D A) la guerre civile est un péché qu'il faut à tout prix se faire pardonner auprès des réactionnaires, après l'avoir torpillée... Le 30 novembre, le Front patriotique patronné par l'E D A (compagnons de route) critique la passivité de l'URSS, les colonels proclament vouloir continuer la politique d'amitié avec l'est et Pattakos est récemment apparu sur les journaux en compagnie de sa sainteté l'ambassadeur russe, qui n'a jamais quitté la place... En somme c'est la Sainte Alliance avec Johnson et Kossyguine. Ce qui n'empêche pas les intellectuels de gauche de s'indigner mollement sur la prétendue passivité du peuple grec mêlant à leurs larmes de crocodiles des réminiscences antiques sur la démocratie directe, la République et les Thermopyles.

Le sieur Jean Gaugeard des "lettres nouvelles" s'interroge sur ce grave phénomène "qu'une nation passe de la démocratie à la dictature si aisément".

Je cite " le peuple qui répondait massivement aux appels de Papan-dréou (que le monde qualifie d'ondoyant et incertain, propre à rassurer) quelques mois plus tard des militaires lui confisquent sa liberté et rien ne bouge ". Et il insiste: " tragédie de l'impuissance alors, voire du renoncement d'un peuple désigné comme victime". Faut-il évoquer les sentences bêtifiantes du bouffon Serge Mallet dans le Nouvel Observateur sur un rapprochement (clan Kennedy) Andreas Papandreou, d'officiers de gauche (mais oui!) et des colonels pour un glissement vers un doux nasserisme de bonne augure...pour les russes! et les bureaucrates de tout poil!

En dehors de sa lutte quotidienne pour la survie, qu'est-ce que le prolétariat et les paysans pauvres en ont à foutre avec les éternels briseurs de grève et autres technocrates tous prêts à en faire une monnaie d'échange pour leurs sacro-saintes miettes du pouvoir.

La bête a magnifiquement déployé ses mécanismes et si le piège s'est refermé sur les cliques rivales ils signent et sont relâchés, tout un tapage leur fait chorus à l'étranger, qui trinque? Mais ce bon peuple résigné et qui se désigne comme victime.

Le fascisme comme en Espagne s'appuie sur une bonne partie de l'armée dont les cadres du trop fameux conseil de la révolution quadrille le pays, souvent vieux habitués de l'abominable service des renseignements où la torture n'aura cessé qu'avec Papan-dréou, un peu plus de deux ans, l'ancienne droite, les hauts fonctionnaires et les féodalités économiques, un capital étranger trop soucieux des grèves; dès octobre 65 le chef d'état-major était un fasciste notoire, homme-lige du coup d'état: le général Spantidakis. Avec quelles références? Salazar et Metaxas. (L'homme clef du régime Pappadopoulos a eu un de nos camarades soldat sous ses ordres; il a assisté à une de ses manies courantes: enfumer un soldat attaché la tête en bas à un arbre).

Les méthodes: à Kesariani, quartier combatif ouvrier d'Athènes, une camarade nous dit: " un jour avant le coup d'état des soldats et gendarmes se répandent dans le quartier la nuit, en tirant, arrêtant massivement les ouvriers, les jeunes. Encore maintenant, il est interdit de sortir après 6h, et certains jours, il n'y a pas d'éclairage. Un camp de concentration a été créé à Soknis d'Athènes pour les jeunes."

Tous les ouvriers actifs sont arrêtés notamment dans le bâtiment (voir numéro précédent d'ICO) secteur extrêmement combatif, (ils avaient obtenu la journée de 8h pour un salaire quotidien de 30frs en moyenne) ce qui désorganise toute l'économie et entraîne des licenciements massifs, surtout dans la métallurgie; les magasins et les

boites sont nombreuses à fermer . Les prix montent . Dans le contexte de récession actuelle , cela signifie pour de nombreux travailleurs le retour à la terre , s'il le peut . Ou à la famine quand il n'y a plus de réserves . (le produit national brut a progressé de 5,50 % en 1967 contre 8% en 1966) . La torture est monnaie courante pour ceux qui sont réprimés , pour les autres s'ils ne signent pas . S'ils le font , ils sont relâchés sous le contrôle permanent de la police politique ; repris ils vont en déportation . On peut ironiser sur la prétendue terreur qui aurait déjà resserrée ses mailles en 1966 et sur les pratiques de la gendarmerie (insurrection de Salonique en 1966) , mais plus personne ne parle à Athènes , ni ne rit , ce qui est incroyable pour qui connaît la façon du peuple athénien .

Que dit "Le Monde " ? On flanque un an de prison à un commerçant pour avoir dit à un client récalcitrant: "Allez donc vous plaindre à Patakos " ; 3 mois à un paysan qui aurait répandu la nouvelle "alarmante " que "la cheminée de telle usine ne fumait plus " . A Arakhevo , petit village à proximité de Delphes , un jeune déclare subrepticement au journaliste durant une tournée de Patakos : "chacun applaudit parce qu'il ne veut pas se montrer les bras ballants devant son voisin . Ils n'ont arrêté chez nous qu'une personne , un vieux communiste qui ne voulait pas signer , mais , ils nous surveillent tous " A Corfou , dans un village de 500 habitants , où n'existent que 3 ou 4 mouchards repérés par la population , on ne parle librement que chez soi et avec les amis . Le pouvoir a ordonné aux paysans de lui livrer gratuitement tous les déchets de la fabrication d'huile dont ils se servaient pour faire du feu .

En un mot, il fallait museler le prolétariat et les paysans pauvres jugés trop combatifs pour la plus grande prospérité des féodalités locales et du capitalisme américain, tout en faisant encore plus de la Grèce le bastion en Méditerranée orientale des forces U S dans la situation conflictuelle internationale actuelle de Suez à Hanoi pour l'instant.. La véritable réponse des camarades et de nos amis paysans de Corfou est unanime: seule la lutte armée règlera le sort du fascisme en Grèce, nous ne comptons pas sur la bureaucratie de gauche moribonde toujours prête aux manoeuvres anti-ouvrières avec les pires ennemis. Actuellement, rien n'existe sur le plan de la résistance effective, en dehors des palinodies sempiternelles des politicards (les bombes qui explosent ici ou là sont des provocations fascistes); seulement les salaires sont bloqués le chômage s'accroît, les grèves sont interdites, la terreur suinte de partout et si la lutte effective s'organise, elle n'est pas pour demain et devra inventer ses propres formes.

ITALIE

Solidarité ouvrière à NAPLES:

200.000 chômeurs, 1.300.000 habitants, monnaie courante, des familles de 8 membres dans une seule pièce, des quartiers médiévaux, insalubres sans électricité, les ordures qui stagnent çà et là, la famine à partager, c'est Naples. Ce Naples de la faim, où les communistes s'étaient implantés surtout après la résistance. Ce que je dis, je l'ai vu dans un quartier de pauvres, de 40 à 50.000 habitants; pour beaucoup la survie prend, avec ses problèmes, une terrible signification: il faut manger et trouver d'abord du travail pour 100.000 prolétaires, surtout des investissements de sociétés mixtes, des pots de vin, pour se leurrer souvent de l'espoir d'un travail futur; dans le port règne la "camora" (sorte de maffia) et ses règlements de compte. Il n'y a pas trente six solutions: beaucoup volent le riche pour nourrir leurs familles; exemple: un homme amène souvent des voitures volées pour les dépouiller et les reconduit. On n'appelle guère la police entre napolitains, certains éléments, "hommes d'honneur" règlent les conflits à l'amiable. Les policiers viennent des villages alentours et cognent fort.

Nos deux camarades, un plombier et un électricien cherchent du travail au jour le jour; souvent pour pas même 200 livres de l'heure; par contre dans leur quartier ils dépannent les autres et installent l'électricité par des branchements clandestins dans des taudis aveugles. Il paraît que c'est courant. Quelques uns travaillent en usine. Tous anciens militants farouches du PCI. Jusqu'à 1963, seul le parti (dont le siège est à côté du siège central de la police) peut tenir assemblée dans le quartier les autres se font casser la gueule. Maintenant, le parti est enterré. A Naples, il s'est effondré (il est passé en Italie de 2 millions à 1 million de membres). L'un de ces camarades était secrétaire d'une cellule de 500 membres, ils ne sont maintenant que 2 ou 3, qui la ferment par peur.

Pas de propagande, pas de pro-chinois ni de trotskystes, les anciens durs n'ont plus confiance qu'en eux-mêmes après tous les torpillages de grève et les fausses promesses électorales, à travers lesquelles se hissent au pouvoir les députés arrivistes. Un jour le règlement de compte arrive et X brise une chaise en pleine réunion électorale sur la tête du député parvenu, qui se fait construire une villa dans la banlieue des riches. Une seule affiche du PCI à l'une des entrées du quartier interdit: elle a été collée par des ouvriers de la municipalité, payés pour ce boulot, comme marchandise, on la tolère.. mais pas les litanies et les salades des bureaucrates qui se sont vus à leur tour interdire de pénétrer.

La brève expérience qui a consisté à monter en Italie une section maine du parti trotskyste posadiste a tourné court devant le ridicule soulevé par des bureaucrates de pacotille. Plusieurs camarades ont servi de paillason à ces menteurs qui s'engraissaient de leur activisme: le jour de la paie, tout donner pour les permanents contre le logis et la nourriture du local, à Rome, celui-là réclame pour ses voyages, ils le surprennent avec un carnet d'abonnement, offert par un député, sur toutes les lignes italiennes. La caricature n'est qu'une façade: photo à la une d'enfants sur une place de Naples qui assistent à un meeting; commentaire: le parti se réjouit du fait que les parents aient jugé bien d'envoyer leurs enfants aux sirènes trotskystes, le chef fait goûter à sa femme tout avant de manger, par peur, aussi.

Une grève éclate dans les transports où travaillent quelques camarades. C'est un affrontement avec les carabinieri et les bonzes qui grenouillent; quelques autobus flambent, la presse larmoise: les transports sous la coupe d'extrémistes de gauche! mais les revendications sont à peu près satisfaites. Dans les manifestations les bureaucrates appellent les flics contre eux. Un jour Togliatti, veille d'élection, exécution de Grimau,.. prend la parole: ils l'interrompent en entraînant 10.000 personnes sur 300.000 vers le consulat d'Espagne. Je vois encore ce camarade qui, écoeuré par le parti cherche une solution dans le gangstérisme.. sorti de prison il n'a été compris que des camarades du groupe.

Dans le quartier, on vit dans la rue, tout le monde se connaît et la solidarité est quotidienne entre tous. Ceux qui ne travaillent pas mangent avec ceux qui ont de l'argent, la chambre du copain est un lieu de rencontre permanente qui ne désemplit pas. Deux ou trois intellectuels, une trentaine d'assidus, surtout des jeunes, qui ont des difficultés à lire et écrire l'italien, l'alphabétisation est un de leur problème... Beaucoup de gosses ignorent l'école et trouvent des petits boulots dès l'âge de 7 ans; des contacts nombreux plus ou moins épisodiques, et derrière, la solidarité du quartier. Un jour, accrochage avec les monarchistes, ils tirent sur l'un d'eux, l'autre ameuté le quartier: on a tiré sur Y.. ils sont 56 à rappliquer en un 1/4 d'heure avec des armes de fortune. Un autre, un maquereau remis à sa place emmène sa bande armée jusqu'aux dents les agresser, ils ont le dessous, mais encore la solidarité du quartier joue.

Pas de théorie nébuleuse et faussement incisive chez eux, ils se cherchent, écoutent et discutent les avis de ceux qui ont eu le privilège d'apprendre. A quoi bon faire un journal? La complexité de leur pratique, la lutte pour la survie les immerge quelque peu dans ses tourbillons. Ce sont des épreuves, des luttes, des contacts seulement, que peuvent naître une conscience plus lucide des contradictions

de la société qu'ils vivent. Peu à peu les nouveaux modes de comportement du capitalisme de consommation entament la rigidité d'une morale répressive transcendée par la loi: coucher avec une fille c'est l'épouser sous peine de prison, vivre séparé de sa femme c'est rester condamné au célibat sous peine de dénonciation et d'incompréhension... Alors, il y a la prostitution, la terreur qui se glisse dans la promiscuité des familles nombreuses.

Cette année, il y aura des élections, les camarades veulent saboter la campagne du PCI dans le quartier, par affiches, par tracts expliquant pourquoi il ne faut pas voter, refoulant les bureaucrates s'ils viennent.

En Calabre:

En 1966 il y a eu des insurrections d'ouvriers agricoles dans la région de Cutro, Isola di Capo, Tizzuto et Crotone. Des mairies ont flambé.

En 1950-51 une réforme agraire fut appliquée après une occupation violente des latifundia (35 morts). La terre fut partagée d'après le nombre des membres d'une famille. Presque tout le monde en bénéficia mais à aucun il ne fut donné la possibilité de la cultiver (pas d'eau, d'électricité, pas de machines). Le revenu de la terre est insuffisant et beaucoup la quittent pour l'étranger (Suisse, Allemagne, grandes villes du Nord de l'Italie). La crise et le chômage en Allemagne font que beaucoup rentrent au village où il n'y a rien pour vivre: ils ont vendu la terre lors de leur départ.

Les insurrections ont été écrasées par les carabinieri. Certains ont pris le maquis; les pro-chinois leur donnent de l'argent. Le PCI refuse toute responsabilité. C'est une région où traditionnellement il y a des luttes: dès 1860, en réaction contre l'hégémonie du Nord, il y a eu 10.000 morts dans une lutte des paysans contre les gros propriétaires alliés aux industriels du Nord.

Près de Naples:

Au cours de l'été 66, grève sauvage dans une conserverie à San Marsano. 150 ouvriers demandent la garantie de l'emploi et d'un salaire de 2500 lires au lieu d'alternatives de chômage et de travail forcené selon les besoins du patron. La grève dure une huitaine. Ouvriers et femmes se battent contre les carabinieri. 5 ouvriers sont toujours en prison dans l'attente du procès. Des bonzes syndicaux venus de Salerne ont saboté la grève. Ils ont promis de tout arranger et contre un pourboire du patron ont passé un accord qui ne résoud rien.

notes de lecture

Régis DEBRAY - Révolution dans la Révolution? Lutte armée
et lutte politique en Amérique latine-
F. Maspéro, Editeur.

Nous avons lu ce petit livre au cours de l'été alors que le sort de son auteur était encore incertain. Nous espérions y trouver au moins des informations précieuses sur le mouvement révolutionnaire en Amérique latine, sur les conditions de vie des travailleurs, ouvriers et paysans et sur leurs luttes. Erreur, il ne s'agissait que des thèses castristes et guévaristes sur la meilleure manière de réaliser la révolution en Amérique latine. Thèses basées sur l'expérience cubaine et prônant

la priorité de la lutte armée, de la guérilla, sur l'activité politique classique.

Mais de quelle révolution s'agit-il? Il est impossible de s'y tromper en lisant ce livre: c'est la révolution nationale bureaucratique, pour le plus grand bien des "peuples" concernés, comme de bien entendu.

Commenter ce livre il y a quelques mois, c'était affronter un climat passionnel. D'abord à cause du cas Régis Debray, ensuite à cause de la mort de Che survenue peu après et confirmée par les dirigeants de Cuba. R. Debray s'est expliqué lui-même sur son cas dans le *Nouvel Observateur*. Il l'a fait avec un certain panache. Quant au Che, il a eu la mort qu'il souhaitait et appartient maintenant à la légende. Son exemple prouve à ceux qui pourraient l'oublier, que la sincérité et le courage ne sont pas une garantie de la justesse des positions politiques. En nous attaquant au petit livre de Régis Debray, ce ne sera donc pas à l'auteur, ni à Che Guevara en tant qu'hommes, que nous nous en prendrons, mais à leurs conceptions.

Force nous est bien de constater que "Révolution dans la Révolution" n'est rien d'autre qu'un manuel pour postulants dirigeants de révolutions nationales bureaucratiques. Il s'adresse à, et ne peut intéresser que tous les tenants de l'idéologie techno-bureaucratique de gauche, plus ou moins héritiers ou se réclamant du léninisme, qu'il s'agisse des dirigeants des partis, des "directeurs de rechange", des organisations trotskystes quelle que soit leur obédience, des pro-chinois, etc.. bref, de tous ceux qui font du parti dirigeant ou d'élites dirigeantes le remède miracle pour faire la révolution; la leur peut-être, en tout cas pas celle qui peut conduire à l'émancipation des travailleurs, laquelle ne peut être que l'aboutissement de leur propre lutte et non la victoire de quelque parti se déclarant leur avant-garde.

Il faut reconnaître que l'ère des guerres et révolutions dont parlait Lénine et que nous évoquions dans de récentes Notes de lecture, est effectivement favorable aux révolutions bureaucratiques, forme moderne des révolutions nationales, néo-bourgeoises pourrait-on dire. Exemples: Chine, Viet-Nam, Cuba, Algérie, etc..

C'est à ce titre que le Manuel du parfait futur grand chef révolutionnaire de R. Debray mérite quand même d'être lu.

Les citations qui suivent montrent que nous n'exagérons rien lorsque nous disons que la Révolution de Fidel, du Che, et de leur interprète R. Debray est nationale, même si l'anti-impérialisme couvre la chose. Ce concept a couvert et couvre toujours les pires alliances avec des bourgeoisies nationales et même des Négus et des Raïs. Nous n'exagérons pas davantage le caractère bureaucratique des conceptions castroistes et guevaristes. Tout part du haut vers le bas. C'est l'utilisation des masses paysannes à l'instar des bolcheviks utilisant les ouvriers et soldats paysans en 1917 pour la prise du pouvoir par le Parti. R. Debray insiste en outre sur le rôle prépondérant de l'Armée insurrectionnelle.

" On a tout simplement oublié que "Patria o Muerte" n'était pas une formule pour terminer les discours, mais une règle d'action ..." (p.58.)

" L'Armée Rebelle et la clandestinité ont fourni à la Révolution ses cadres dirigeants et le noyau de ses militants. Aujourd'hui encore, les Rebelles sont à l'avant-garde de cette avant-garde..." (p.94)

" L'expérience de Cuba, et celle plus récente du Venezuela, du Guatemala et d'autres pays, montre qu'on se forme politiquement; même un petit bourgeois, même un paysan, dans la guerre de guérilla, plus vite et plus profondément qu'en passant un temps égal dans une école de cadres ". (p.94)

" Cette conversion (du Parti) exige donc la mise en veilleuse de la "démocratie interne" dans le Parti, et l'abolition temporaire des règles qui l'assurent, celles du "Centralisme démocratique". Tout en restant

"volontaire et consciencieuse, le devenant même plus que jamais, la discipline du Parti devient discipline militaire". (p.108).

" Finalement, la future Armée du peuple engendrera le Parti dont elle aurait dû être théoriquement l'instrument..." (p.112)

" La guérilla est le Parti en gestation". (p.114)

" La guérilla si elle vise réellement à une guerre politique totale ne peut supporter à la longue aucune dualité fondamentale de fonctions ou de pouvoirs. Le Che Guevara pousse l'unité jusqu'à souhaiter que les Chefs militaires et politiques qui dirigent les luttes insurrectionnelles en Amérique "soient réunis, si possible, en une seule personne ". (P.115)

Après avoir dit que la guérilla soude paysans, ouvriers et intellectuels, mais que: "une classe ouvrière peu nombreuse.. une paysannerie isolée et humiliée acceptent ce groupe d'origine petite bourgeoise comme direction politique", Régis Debray ajoute:

" n'est-ce pas là pour un futur dirigeant ou cadre socialiste la meilleure des éducations " (p.120).

" Quand Che Guevara réapparaîtra il n'est pas hasardeux d'affirmer que ce sera à la tête d'un mouvement guerrillero comme chef politique et militaire indiscuté". (p.129- c'est l'auteur qui souligne).

Nous faisons grâce à nos lecteurs de tout ce qui a trait dans ce livre aux querelles entre prétendants à la Direction de ce genre de révolution. R. Debray polémique avec eux. C'est sans grand intérêt pour nous qui n'avons que faire de tous ces chefs.

NOTES SUR CUBA:

La société cubaine: rêver au bonheur que ce serait si on disposait des produits américains; comprendre le communisme comme la possibilité de changer de voiture et de robe chaque année, d'après les modes d'Europe ou des USA; avoir des principes moraux, être religieusement politique, éduquer "bien" ses enfants... Bourgeoisie pour tous, voilà l'aspiration générale. Le conflit entre morale traditionnelle et nouvelle étape des forces productives donne lieu actuellement à une crise dans les relations familiales, augmentation des divorces, de l'homosexualité...

La politique extérieure de Cuba semble peu en accord avec la politique intérieure que nous verrons plus loin. L'aide aux pays sous-développés, particulièrement aux combattants d'Amérique Latine est réelle (mais à quelles conditions et pour combien de temps?). L'attitude des PC est dénoncée. Mais c'est pour essayer d'imposer aux mouvements de libération une nouvelle direction, une nouvelle action, dogmatiques, étroites: la guérilla. Ce qui amène des résultats souvent catastrophiques - qu'on pense à tous ceux qui meurent ou se convertissent en bandits... parce que certains ont estimé que la situation était révolutionnaire... Les Théories qui défendent cela sont celles de Debray (!) et le manuel de cuisine du Che ("la guerre de guérillas"). Conséquence en Amérique latine: chute de l'enthousiasme, répression, apparition de groupuscules, men songes au sujet de Cuba-socialiste, apparition de gens qui vivent du métier d'apologiste..

Sur le plan intérieur l'économie semble mieux marcher, conséquence sans doute de l'accroissement des échanges avec les puissances européennes et de la mécanisation de l'agriculture. Augmentation de la production, restriction dans la consommation (amélioration toutefois pour la nourriture et les vêtements). Les salaires

varient de 85 à 600 pesos.

La terreur rouge d'Escalante et la création du PCO en 63 sont deux des principales étapes du processus de formation de la bureaucratie. Les révolutionnaires des débuts commencèrent à abandonner les responsabilités qu'ils détenaient et l'activité militante. La quête des postes (ministères, secrétariats,...) devient une préoccupation familière, la conversion des batististes en fidélistes acharnés etc.. La bureaucratie est manifeste dans les domaines administratifs et productifs, la répression indispensable, la rébellion contre les ordres du Parti impossible, la prise en mains des hautes responsabilités par les "nouveaux communistes" se fait progressivement, l'éducation des masses et nécessaire à la formation de cadres, soutiens du régime. Le Parti contrôle les syndicats, les comités de rue, les centres de distribution de production.

(En même temps le régime lutte contre la "bureaucratisation": conscription obligatoire de 3 ans, travail volontaire pour les bureaucrates et leurs descendants...). Les libertés sont évidemment réduites, on a vite fait d'être contre-révolutionnaire, ou, pour un jeune, "pré-délinquant"... La Havane, Fidel a convoqué la fine fleur de l'Intelligentsia mondiale pour assister, au cours d'un congrès Culturel à la réglementation de l'intelligence...

Les possibilités, pour les producteurs, de se défendre, sont toujours plus faibles. La lutte des travailleurs entre eux n'arrange pas les choses. Apparaissent les organisations pyramidales où domine la voix du parti.. Les luttes ouvertes sont rares, et finissent dans une reprise en main des mouvements, le sabotage de la part des ouvriers, les centres de "réhabilitation"... L'attitude des masses populaires apparaît dans le désintéret qu'elles portent aux "assemblées populaires"; leur inquiétude fondamentale: la nourriture, la consommation; leurs protestations; contre les administrateurs des centres de distribution, réputés grands accapareurs..

Un mot sur les exploitations rurales modèles: jeunes communistes, braves militants, tous stakanovistes; pour eux, aucun problème.. A 30 ans, ils en paraissent 50, font 16 à 20 heures par jour.. Tous ont les mêmes opinions,.. celles du journal. Ils savent tout, la révolution, c'est eux...

Ces informations servent à donner un avant-goût.. Chaque point mériterait d'être détaillé, d'autres sujets (jeunesse, intellectuels..) ne sont même pas abordés.. Une suite pourrait être donnée dans la mesure où les lecteurs s'y intéresseraient précisant les questions importantes à leurs yeux.

grèves et action

Ces textes sont extraits de Solidarity (vol.4 N° 10) - (c/o Russell 53 A Westmoreland Road- Bromley- Kent-)

Quelques uns font suite aux informations données dans le N° 65 d'ICO novembre 67 et dans des Nos antérieurs. Comme il était prévisible le gouvernement travailliste travaille à "sauver l'économie britannique" c'est-à-dire le capitalisme anglais en modifiant la structure des syndicats pour les renforcer. Parallèlement, ceux-ci s'emploient au niveau des entreprises à rendre plus effective encore leur emprise sur les travailleurs. Toujours dans le même but. Par exemple chez Ford anglaise. Nous parlerons de tout cela dans notre prochain bulletin.

Cet article raconte une courte grève qui a eu lieu récemment dans une usine de construction mécanique à l'ouest de Londres. Bien que plus de 2000 travailleurs aient été concernés, la presse nationale n'en fit aucune mention dans ses nouvelles.

L'usine (C A V) n'a aucune tradition de militantisme. A la fois l'organisation des ateliers et les liaisons à l'intérieur de l'usine étaient relativement faibles. Seulement 50% des ouvriers étaient syndiqués (et cela en partie pour des raisons réactionnaires). La conscience de classe était à un degré très bas. De telles usines font malheureusement autant partie du spectacle industriel d'aujourd'hui que les usines bien organisées, avec de solides comités de shop-stewards, tant glorifiés par la gauche.

L'existence même d'usines comme C A V présente des militants aux problèmes sérieux et inhabituels lorsqu'un conflit s'y déclare tout à coup.

Lorsque, en 1962 nous avons publié "Truth About Vaux Hall" (la vérité sur Vaux Hall) l'usine Luton était l'une des plus attardées de l'industrie automobile. La direction avait le pouvoir absolu, et ses décisions étaient acceptées par tout le monde. Nous avons décrit les choses exactement comme elles étaient - et pour notre peine on nous accusa de "calomnier la classe ouvrière". Aujourd'hui, l'organisation shop-steward à Vaux-hall est bien plus forte et plus confiante en se qu'elle fait.

La zone d'Acton consiste en 4 usines qui appartiennent au trust Lucas: une usine de machines (qui produit des démarreurs, des dynamos, etc..) une usine diesel (qui fabrique des pompes à essence et accessoires), une usine d'interrupteurs et le Siège mondial administratif (qui s'occupe des consommateurs et stocke aussi les réserves de la C A V et Lucas). Ces usines forment une partie importante de l'industrie automobile commerciale. Leurs produits sont largement connus de par le monde. La plupart des ouvriers de la C A V travaillent dans la compagnie depuis de nombreuses années. En ce qui concerne les conflits internes, l'usine est réputée "calme" et il n'y a pas de tradition de lutte. Sauf pour une récente demi-journée de grève sur le tas, le seul "trouble" que C A V a connu ces 17 dernières années était un arrêt "officiel" pendant un jour en 1962 (en soutien à la semaine de 40 heures) et quelques nuits du vendredi chômées par l'équipe de nuit il y a 3 ans.

Premiers remous:

Pendant les années 50 et 60 la compagnie profita des salaires plus bas en dehors de Londres et commença à disperser le travail dans de nouvelles usines à Rochester (Kent), Sudbury (Suffolk), Farakerley (Liverpool).

Les ouvriers dont le travail avait été transféré se virent proposés d'autres boulots dans l'usine d'interrupteurs. Cependant bien peu de ces offres se matérialisèrent. Quelques ouvriers qui en avaient marre de se demander ce qu'ils allaient devenir à la C A V, quittèrent la boîte. La direction aussi commença les licenciements.

On remercia de leurs services les plus vieux ouvriers (des gens au-dessus de l'âge de la retraite, autorisés à travailler pour la compagnie à cause du manque de main d'œuvre qualifiée) et on leur fit savoir qu'on n'avait plus besoin d'eux.

Cette "rationalisation" surprit les shop-stewards. Ils avaient toujours été mis au courant des choses par la direction dans le passé (leur bulletin est plein de références à la "bonne volonté" et expressions de ce genre). En 1966, un meeting eut lieu et les délégués et les shop-stewards parurent enfin se réveiller. Les discours faisaient allusion à un chômage voilé. On examina un projet sur les heures supplémentaires, mais deux semaines plus tard on n'en parlait plus. A ce stade, les rumeurs abondèrent dans les usines. Plus l'histoire devenait dure, plus elle s'étendait et plus on y croyait. Lorsque les signes du chômage se dessinèrent, les relations entre la direction et les shop-stewards se détériorèrent. Les stewards traités autrefois "libéralement" se virent privés de leur paie pendant les réunions. Même aux ouvriers accidentés on ne laissa qu'une minute au lieu de 3, pour sortir de l'usine à l'heure du repas et le soir.

Après les vacances d'été 1967 la direction d'Acton (sans doute on pensait à leur usine de Sudbury, qui n'emploie presque rien que des femmes) plaça une femme sur une machine où normalement un homme travaillait. Mais elle ne reçut pas le salaire de l'homme. L'atelier des machines se mit en grève, mais resta dans l'usine. Les

ouvriers s'assirent, lurent, firent des mots croisés ou se racontaient des blagues. La plupart de l'usine les soutint de la même manière. La femme fut retirée de ce poste.

Nombreux furent ceux qui pensèrent avoir gagné cette journée. Mais ceux qui étudiaient consciemment les réalités du capitalisme moderne savent qu'une escar-mouche ne fait pas une bataille. La classe dirigeante doit sucer la machine et l'homme pour en tirer tout le profit possible. Et on devait s'attendre à de nouvelles attaques sur les conditions de travail et les salaires.

Attaque et réaction:

Il n'a pas fallu attendre longtemps. Cette fois, les patrons choisissent de s'en prendre à une section relativement bien payée et qui, pour la C.A.V., était très militante. C'était la chaîne d'emballage du démarreur co-axial CA-45. Il y a quelques années, la compagnie a connu une période d'éléments de mauvaise qualité. Afin d'éviter d'employer plus de contrôleurs (non productifs), elle réussit à persuader des ouvriers ordinaires de travailler comme main d'oeuvre qualifiée. Au lieu d'assembler simplement des éléments venant des magasins on demanda aux hommes de mettre de côté les parties qu'ils considéraient comme défectueuses. Au lieu de faire des démarreurs défectueux à partir de pièces défectueuses (et échouant au test à la fin de la chaîne), on produirait seulement des bons démarreurs (mécaniquement parlant). Pour obtenir que les hommes fassent du travail supplémentaire, il fallait pendre à leur nez une belle carotte. On se mit d'accord (verbalement) que si la chaîne s'arrêtait à cause des pièces de mauvaise qualité, les ouvriers n'y perdraient rien. Ils recevraient leurs salaires normaux.

Cet arrangement fonctionna pendant 7 ans d'une manière satisfaisante. Puis, tout à coup, la direction décida de le changer, non par négociations, mais par une mini-guerre éclair.

Le mercredi 20 septembre, la chaîne de montage du C.A.V. - perturbée depuis quelques jours ----- fut arrêtée par le contremaître. Il était alors 9h30 du matin, deux heures seulement après le début du travail. La chaîne resta arrêtée jusqu'au vendredi 22 septembre, lorsque le contremaître annonça calmement aux ouvriers qu'ils recevraient dorénavant seulement leur salaire de base (c'est-à-dire une perte de 35 frs par jour environ !). Naturellement ça parut bizarre aux ouvriers. Quelques uns pensèrent que le contremaître s'était trompé. Ils virent leur shop-steward qui contacta les délégués. Un meeting fut organisé avec la direction mais il s'avéra infructueux. Un second se révéla aussi stérile. Les ouvriers concernés dirent au shop-steward leur intention de se mettre en grève si rien n'était fait pour remédier à cette situation.

Le lundi 2^e septembre, ces hommes furent rejoints par d'autres ouvriers (aussi concernés par cet accord verbal, et pensant sans doute aux effets possible sur leurs propres salaires). Environ 70 hommes cessèrent le travail. La lutte commençait.

Les shop-stewards se réunirent. Tous étaient présents. Il fut décidé que tous les travailleurs se réuniraient devant l'usine le mardi 26 septembre en un grand meeting. Mardi arriva. Il faisait beau. A 10 heures du matin, 2000 ouvriers des 4 usines sortirent en foule de leurs ateliers vers les portes principales, sortirent des usines, lugubres dans le soleil d'automne. Des gens de East Acton et les magasins de Kelvinator (à Chiswick) et des ouvriers de l'équipe de nuit étaient aussi présents.

Il y avait de l'appréhension dans l'atmosphère tendue. De mémoire d'homme, on n'avait jamais vu ça auparavant, pas à la C.A.V. ! La foule immense remplissait entièrement la route qui contourne l'usine comme un grand U. Le délégué parla clairement et intelligemment; il mesura l'humeur de son auditoire et expliqua l'affaire avec une habileté considérable. Il souligna que la majorité des accords existants étaient en fait purement verbaux et que leur application et leur succès venaient seulement de la bonne volonté dont on avait fait preuve jusqu'à maintenant. On proposa la résolution suivante: à moins que la direction décide d'honorer leur accord en relation avec l'assemblée (on leur donna jusqu'à 16h30 du même jour) il y aurait un arrêt complet du travail à partir de 7h30 le lendemain matin. A la surprise de la plupart des militants et des shop-stewards 75% des ouvriers présents soutinrent la résolution. Un jury de 5 membres compta les voix. En dépit de cela le journal local (l'Acton Gazette) imprima dans son édition du 28 sept.

que "seule une faible majorité vota pour la grève".

Les ouvriers retournèrent à leur travail, beaucoup s'arrêtant en chemin pour boire un pot. La plupart étaient revenus à leur poste à 11 heures. Pendant le déjeuner, il y eut des discussions passionnées. Les types semblaient assez incertains quant à l'issue du conflit. Des jalousies entre sections étaient évidentes aussi. Les principes étaient un luxe pour beaucoup, seule comptait leur propre poche. Ce qui avait secoué ce type d'ouvrier, c'était la révélation que de nombreux accords étaient seulement verbaux et que lui-même un jour pourrait en être affecté.

La limite des 16h30 arriva puis passa. Rien n'était sorti de la direction indiquant un changement radical. Les ouvriers retournèrent chez eux: ils étaient en grève. Plusieurs hommes de confiance et contremaître (tous bons membres de L'ASSET) continuèrent de montrer leur loyauté envers les patrons en demandant aux gens qui travaillaient dans leur section de venir travailler le lendemain (c'est-à-dire de devenir des jaunes).

....
Les leçons de cette lutte:

1) Une organisation capable de produire des tracts rapidement est nécessaire aux ouvriers en lutte. Les premières heures sont souvent critiques, c'est là qu'on perd souvent beaucoup de temps.

2) Les ouvriers d'un complexe comme celui de Joseph Lucas doivent se rendre compte que lorsqu'ils luttent ils ne sont pas seulement en conflit avec leur propre direction locale. Ils font face à tout le poids, tout le pouvoir du complexe. Si la balance ne penche pas toujours du côté de la classe dirigeante, les ouvriers doivent voir la nécessité d'étendre la lutte.

3) On ne peut pas se permettre de laisser tomber les liaisons établies pendant la grève. Il n'est pas suffisant de dire: "on vous aidera si c'est nécessaire" il faut maintenir des liens constants.

4) L'absence presque criminelle de liaisons entre les équipes de jour et celles de nuit doit disparaître.

5) Quelle que soit notre critique des syndicats, il est nécessaire d'appeler les ouvriers à se syndiquer à 100% dans des usines comme la C.A.V. Il est honteux que des syndiqués soient rançonnés par ceux qui ont volontairement accepté des salaires basés sur des termes négociés et pourtant ne contribuent pas au maintien de l'organisation des ateliers.

6) Même des luttes partielles peuvent élever le niveau de conscience des ouvriers. Des réunions plus fréquentes où les ouvriers peuvent poser des questions à leurs shop-stewards et délégués sont à présent nécessaires pour maintenir ce qui a été récemment acquis. De telles réunions n'aideront pas seulement les gens de la base. Elles sont essentielles si les shop-stewards veulent faire proprement leur boulot.

7) Il est essentiel de déboulonner les conceptions fausses au sujet des bonzes syndicaux et de l'action "officielle" et "non officielle". Les bonzes sont seulement des chats en papier (même pas des tigres en papier).

8) A moins que les shop-stewards commencent à comprendre la nature de classes de la société où nous vivons (et les positions relatives à l'intérieur de celle-ci des ouvriers et des patrons) ils considéreront les luttes seulement d'un point de vue "local". Dans cette grève la nature de la classe dominante fut révélée aux ouvriers qui l'avaient toujours "respectée". Ils virent que la seule chose qui motive les patrons c'est le profit et la seule chose qui les gêne, c'est la perte de celui-ci. Un jour les patrons ne voulurent pas discuter, trois jours plus tard ils en avaient bien envie.

9) Les stewards devraient résister aux flatteries des comités patronés par la direction. Ce ne sont que des formes agréablement déguisées pour détourner les stewards de ce que devrait être leur véritable objectif; l'amélioration progressive des conditions et d'avancement économique de leurs membres. Cette leçon du moins semble avoir été comprise.

10) Pendant les luttes de nombreux ouvriers (autres que les shop-stewards)

se révèlent des militants actifs. C'est un développement spontané mais qui, à moins d'être utilisé pour lutter, meurt aussi rapidement qu'il est apparu sans laisser trace de son existence. Il est donc nécessaire pour le steward de la section où ces hommes ou femmes travaillent, de les aider en partageant les responsabilités avec eux et en discutant avec eux de toutes les choses qui concernent leur atelier. Les ouvriers sont le noyau d'un comité d'atelier. Ils peuvent renforcer et en fait renforcent un steward faible et supportent un steward fort. En informant toujours ces gens de tous les événements on aidera à éliminer leur sentiment d'isolement. Seul un comité d'atelier vraiment informé peut faire face aux tâches qui lui incombent. Le shop-steward ne possède la force de son atelier. Les ouvriers ne doivent pas hésiter à remplacer un homme dont les intérêts ne sont pas les leurs. C'est leur droit et ils doivent le faire valoir.

Si on se rappelle tous ces points, alors la grève aura rapporté quelque chose. On a déjà dit que les ouvriers apprennent en luttant. On ne discute pas le fait qu'ils apprennent, mais ce qui compte, c'est ce qu'ils apprennent.

correspondance

- d'une lettre du Nord: M... habite à Denain, cité X.; de son métier il est manoeuvre dans la métallurgie à la Société Fives-Lille Cail à Denain; après ses journées, il fait des encaissements pour le compte d'un agent d'assurances et cela depuis de nombreuses années... Le drame a dû commencer lorsque Fives-Lille Cail a réduit son activité voici 4 ans; depuis lors, il ne gagne que 235 à 240 Frs par quinzaine; à cela s'ajoutent ses allocations familiales (5 enfants) et son allocation logement soit 883 Fs. Il vivait il y a quatre ans, dans une petite maison, basse, genre taudis dans le centre de la ville et ses enfants étaient toujours malades; à l'époque il y avait des heures supplémentaires, il a cru qu'il pouvait faire construire et c'est ainsi qu'il a souscrit un contrat d'accession à la propriété avec une société de construction qui est encore propriétaire de sa maison. Il a un enfant débile mental. Allocations familiales et allocation logement comprises, il dispose de 1350 Frs par mois, sur lesquels il doit retirer 340 Frs pour la traite de sa maison, en sorte qu'il lui reste 1010 Frs pour vivre à 7; bien entendu c'est insuffisant... Alors il bouchait les trous en jonglant avec les sommes qu'il encaissait, jusqu'au jour où... la suite est aisée à deviner.

- un jeune à l'armée: excuse moi si je n'ai pas écrit plus tôt. En effet j'attendais d'avoir passé quelques semaines à la caserne pour pouvoir juger à peu près correctement. Après nous avoir amené ici, nous avons eu droit à une fanfare d'accueil où pullulaient les fausses notes. Ensuite le colonel avec un air extrêmement paternel nous fit un laïus. Il nous dit qu'on ferait de nous des "Héros" (tu parles!) et qu'on ne verrait pas le temps passer. Voilà ce qu'on entend à l'armée par faire des hommes: durant les deux mois de classe, interdiction absolue de sortir du camp, d'où plus grande facilité pour nous bourrer le crâne; les premiers jours on nous a présenté des diapositives de très mauvaises qualités dont les titres étaient "le drapeau", "la discipline", "la famille", bref tu vois le genre. Ils nous sous estiment vraiment, c'était de la propagande de 18è zone qui s'adresse à des "sous-développés du carafon". On nous inculque également de "ne rien discuter d'un ordre reçu", et que "tout ordre doit être exécuté sans murmures," etc... Autant dire que le nouveau règlement c'est absolument bidon. D'autre part, notre chef de peloton nous a dit que nous "étions là pour apprendre à tuer"; les cadres assez élevés sont garantis d'extrême droite et les petits cadres, pour la plupart des "remplés, ils ne doivent pas pouvoir se caser dans le civil, ce sont des crétiens affligeants. Parmi mes "collègues" on peut déjà distinguer des "jaunes" notamment
(suite page 25)

JAPON

Manifestations contre la présence du porte-avion nucléaire américain Enterprise à Sasebo.

"...trente mille manifestants si l'on en croit les estimations officielles; ont protesté pendant quatre jours contre l'arrivée du navire américain" (Robert Guillain, Le Monde- 20/1/68).

" De nouveaux heurts violents ont eu lieu dimanche entre plus de 6000 manifestants et plus de 1000 policiers "... (Le Monde, 23/1/68).

Les étudiants de la Zengakuren constituaient le fer de lance de ces manifestations à Sasebo, à Tokyo et dans d'autres villes. Des centaines de blessés, des dizaines d'arrestations.

La base navale de Sasebo se trouve dans la grande île de Kiou-Siou, près de Nagasaki, au sud du Japon. Depuis le début de janvier, les étudiants de la Zengakuren s'étaient préparés à cette action pourtant éloignée des principaux centres universitaires. Comme pour les manifestations d'octobre et novembre à l'aéroport de Tokio lors des départs du premier ministre Sato pour Saïgon et pour Washington, il y eut de véritables batailles rangées entre étudiants et policiers.

Quant à l'Enterprise et ses escorteurs, ils sont repartis précipitamment croiser au large des côtes de la Corée du Nord, à la suite de l'arraisonnement du Pueblo.

Une fois de plus donc, les étudiants de la Zengakuren ont donné la preuve d'une combativité que les arrestations et les peines d'emprisonnement n'ont pas émoussée. Et pourtant ils sont en butte à l'hostilité et aux vives critiques du parti communiste japonais ainsi que des leaders socialistes et réformistes.

Nous venons de recevoir le N° "automne 67" de leur revue internationale illustré de nombreuses et émouvantes photographies, un texte assez court relate l'activité de la Zengakuren depuis l'été: luttes dans les universités, manifestations contre l'impérialisme américain, etc..

Dans notre numéro de novembre 67 en publiant les informations transmises par la Zengakuren, nous faisons quelques réserves sur certaines positions de nos jeunes camarades japonais. Nous les réitérons. Par exemple, nous comprenons assez mal qu'en compagnie de travailleurs de la Sohio (la plus grande centrale syndicale japonaise) des étudiants Zengakuren aient participé le 9 novembre à un Rassemblement demandant le retour de l'île d'Okinawa au Japon. L'anti-impérialisme de la Zengakuren l'entraîne vers des positions nationalistes dangereuses comme on le voit. Nous ne retrouvons plus les affirmations catégoriques contre tout choix entre les impérialismes (bureaucratiques ou occidentaux) de l'année 1966 - (voir ICO N° 44, décembre 1965).

notes sur le Canada

"... parler du Canada je veux bien essayer comme ça, au fil des associations d'idées. Mais c'est difficile car il y a beaucoup d'impressions qui sont essentiellement personnelles, presque sensibles, alors..."

Les premières impressions, le pays physiquement. C'est vachement grand et nordique. Moi je suis de la Drôme (un peu le midi avec des montagnes). Les premières impressions donc, ça a été une lumière acide et comme il ne fait pas très beau en été (c'est affreux, très triste) on trouve ça très terne. Ce pays où le ciel écrasait complètement à l'oppressait. Partout en Amérique je crois, il faut réapprendre à voir: distance déserts de forêts, aucun changement de paysage durant des milles. Même sentiment quand on revient ici: mal à respirer à cause du restreint, du construit partout, campagne genre

jardin. Mais en tant que méridionnaux on est très conditionné par le climat et la lumière. Au Canada, dans la campagne, surtout vers le St Laurent, le "fleuve" entre Québec et Montréal, on a l'impression on se baladant que la terre est ronde. Il y a aussi l'hiver: d'octobre à avril! en février, il fait - 40°- c'est dur.

Ensuite énormément de difficultés à parler avec les gens. Obstacle de la langue, le français du Canada. Les mêmes mots n'ont pas le même sens, ni surtout la même implication. C'est un pays où, jusqu'à il y a quelques années, il n'y a jamais eu dialogue et comme en plus on parle peu là-bas (grandeur du pays, faible population caractère nordique peu expansif, surtout influence de l'Eglise et de son hypocrisie) alors les mots ont un poids énorme, le contraire d'ici où l'on cause beaucoup et où il n'y a pas d'implication. Là-bas j'ai dit à un type que je connaissais bien: " t'es fou" comme ça, presque en automatisme. Ce fut une réaction terrible. Ça apprend à peser ce qu'on va sortir...

Sur le plan de la communication, de son côté à soi, il faut un parler très neutre pour qu'ils comprennent. Effort qui rend un peu rigide. Ensuite de par l'accent, le Québécois reconnaît, immédiatement, le Français. Comme il fait en face du Français (qui pour lui s'exprime bien, facilement, est "raffiné" - tout ce qu'il n'a pas) une espèce de complexe d'infériorité qui quelquefois le rend agressif, ça ne facilite pas les contacts d'ailleurs très difficiles à établir (pays très individualiste, capitaliste, nordique).... Cette question de la langue oppose d'ailleurs immigrants français contre Québécois et inversement. Les français ne cherchent pas du tout à faire d'efforts pour parler ou comprendre et souvent se moquent seulement du Québécois qui "parle mal".

On s'explique aisément ce "mauvais parler" si l'on tient compte que depuis 1760 (60.000 français étaient restés après la capitulation et bien sûr pas les aristos qui purent rentrer en France) les ancêtres des 6 millions de canadiens français de maintenant n'eurent plus aucun contact avec la France, aucune éducation, aucune école, etc.. L'influence des colonisateurs anglais sur une langue figée fait qu'on rencontre tant d'anglicisme sans compter la structure des phrases de pensée anglaise sur du vocabulaire français. Cette difficulté des québécois à manier leur langue, à s'exprimer, amène des tas d'autres difficultés. Psychologiques, par exemple, que j'ai pu observer à loisir étant prof. de français dans un lycée d'une banlieue riche de Montréal où les mêmes "bilingues" n'étaient jamais capables de s'exprimer (ni en anglais d'ailleurs) et se réfugiaient dans une sorte de patois appelé "joual" assez incompréhensible.

Je parle beaucoup de ce problème de langue, car c'est à présent un problème plus que jamais politique. Les colonisateurs anglais depuis 1760 ont fait sournoisement tout leur possible pour assimiler les Français qui ont résisté surtout par la conservation de leur langue, avec efforts du clergé ayant le monopole de l'éducation. Les anglais prirent les postes (pouvoir politique et commerce) avec prédominance de leur langue, les français furent réduits aux travaux subalternes- paysans surtout. Petit à petit la langue des français devint synonyme de langue du prolo et langue paria.

A Toronto, il y a seulement trois ans, un canadien français s'adressant dans un pays officiellement bilingue en français, se faisait répondre: "speak white" A Montréal, encore aujourd'hui, alors que depuis 1960 (date de la chute du gouvernement provincial "Union Nationale" Duplessis = fasciste catho genre Espagne) ça ait beaucoup changé, les canadiens français doivent quelquefois bosser en anglais même s'ils sont en grosse majorité dans la boîte (où le boss plus les cadres sont anglais).

Les principales revendications sont d'abord linguistiques, ne pas être obligé en plus de faire un effort sur soi pour "bien parler" de faire aussi l'effort d'obliger l'interlocuteur à parler français chaque fois qu'il s'adresse à vous en anglais. Les revendications des "séparatistes" ou indépendantistes sont également importantes. Avec en plus, une plus ou moins grande prise de conscience sur le plan économique. Les séparatistes sont de tout poil: nationalistes d'extrême droite, l'Eglise dans tout ce qu'elle a de plus puissant et réactionnaire, jusqu'à des gens ayant ô miracle, une formation marxiste. Beaucoup de jeunes surtout, assez conscients, nationalistes, agissant principalement sur le plan pratique, animation dans les campagnes sur les problèmes régionaux et nationaux pour une prise de conscience de la population qui devrait elle

résoudre ses propres problèmes.

Sur le plan économique ça a commencé dès 1760. Les anglais prennent le commerce, on enlève leurs fusils aux français de peur d'une révolte: ils ne peuvent plus se livrer à la chasse ni à la traite de la fourrure, se réfugient à la ferme, terre pauvre, etc... Résultat: la prolétarisation, paupérisme à la ferme d'où l'on part pour aller bosser à la ville chez les anglais, etc..

L'exemple de Montréal, île dans le St Laurent, est typique. Sur les flancs de la montagne, à l'ouest de l'île et sur la rive du fleuve qui fait face, ce sont les quartiers très rupins, très riches anglais, possesseurs des entreprises, des mines, dans le Québec, alliés à la bourgeoisie de New-York, de Londres, etc.. (genre manoirs, gouvernantes suisses, rolls, etc..). Ces anglais, à peu près le quart de la population ont l'argent plus les postes: ingénieurs et cadres dans toutes les boîtes. A l'est de l'île, c'est le milieu canadien français: petite bourgeoisie et prolos, genre pauvres blancs à l'américaine, taudis; etc.. c'est sans équivoque une ville coloniale.

Le pays- les mines appartiennent à des compagnies américaines, qui pompent le travail des canadiens français qui eux, bossent.. système pays sous-développé avec toutefois un niveau de vie ou plutôt un genre de vie à l'américaine.

Pouvoir politique: gouvernement fédéral anglais à Ottawa et gouvernements provinciaux. Celui de la province du Québec (90% de population française) est très québécois mais ses pouvoirs sont limités par Ottawa. En ce qui concerne l'enseignement il y a 50 ans de retard à rattraper. Ottawa favorise les anglophones et les immigrants se fixant au Québec (Italiens, Grecs, etc..) qui sont assimilés à la population anglophone.

L'information: Radio-Canada, société nationale canadienne a deux réseaux: anglais et français. Le réseau français fait des efforts pour la langue française éducation des adultes par exemple, mais est très contrôlé- Le réseau anglais ne donne pas d'information sur les problèmes québécois.. ce qui accentue le "ghetto québécois". Bref, un foutu problème que tout ça.

Un pays américain, où l'on vit à l'américaine, à 800 km de New-York et où il y a finalement une tension, le problème nationaliste recoupant les problèmes économique et politique. Mais la bourgeoisie québécoise est pour les solutions à l'amiable et l'Eglise veille sur ses ouailles: enseignement uniquement confessionnel, des aumôniers genre yé-yé, influence vachement scurnoise sur les mômes. L'Eglise est très riche possédant terres et immeubles. De plus, New-York veille.

Il y a actuellement tous ces mouvements contraires. Il y a tous les jeunes, les moins de 20 ans surtout, qui sont assez révoltés contre l'église d'abord, et la génération précédente défaitiste; mais pour le moment, ils tombent souvent dans une révolte individuelle.

Ce que ça va donner? On se le demande- ça va sûrement beaucoup changer, je pense, d'ici 10 ans. Sur le plan Amérique du Nord, l'uniformité anglophobe serait coupée, avec toutes les conséquences qui en résulteraient. Ne voient-on pas les jeunes américains qui foutent le camp à cause de la guerre au Viet-Nam se réfugier au Québec. Une chance pour les gens de Québec: grâce à leur langue ils ont accès aux informations françaises, ça compte tout de même beaucoup... Acheter le Nouvel Observateur est là-bas révolutionnaire!

Ils ont gardé des traits latins; sur le plan humain c'est peut être une chance pour eux. Mais ils sont très matérialistes. Aucune "idée" ne leur fera renoncer à la grosse bagnole. De toute manière, la publicité s'en charge; en fait les gens sont plus américains que "français", souvent plus proches d'un américain US que d'un européen encore qu'il y ait beaucoup de différences entre les paysans à la campagne et les ouvriers d'une grande ville comme Montréal.

On dit tant de conneries sur le Québec, ces temps-ci!

un gars engagé pour deux ans, c'est une parfaite andouille, et quelques autres aussi qui prétendent que tout ça, c'est normal et qu'il n'y a aucun moyen de faire autrement que c'est "viril". J'en ai même vu un qui avait voulu s'engager avec les Yankees au Viet Nam et qui affirme "à chaque fois qu'il y a de la casse dans un coin, j'ai envie d'y aller" bref, c'est un dingue. Heureusement, il y a de nombreux types qui sont valables et conscients de ce qui leur arrive. Personnellement, je pense que les classes ont pour but de nous crêper au maximum, car lorsqu'on est fatigué, on pense beaucoup moins. J'ai pu commencer à le vérifier. Un lieutenant a dit qu'à l'armée, "On ne fait pas de politique". On s'en doutait.

Quand je pense que nous sommes là pour défendre les intérêts des capitalistes et que s'ils sont un jour menacés, il faudra se faire casser la gueule, ceux qui aiment l'armée, je leur tire mon chapeau. Le régiment, on sait toujours quand on y entre, mais on ne sait jamais quand on en sort; vois ceux de la classe 38 qui se sont offert sept ans. Bref, comme tu vois, je ne rempilerai pas.

D'un camarade de l'imprimerie

...Il s'agit de l'information parue dans le numéro 66 page 7 concernant l'augmentation de la cotisation syndicale des correcteurs et qui dit: "En attendant, la cotisation syndicale des correcteurs passe à 10 F (2 heures de travail paraît il). Il faut bien que la bureaucratie vive" (C'est moi qui souligne). Il me semble que ce genre d'arguments pour lutter contre les syndicats est bien mal choisi. En effet, 10 F représentent moins de 2 heures de salaires, les correcteurs, même les moins payés gagnant plus de 5 F l'heure. Quant aux émoluments de la "bureaucratie" du syndicat des correcteurs qui n'a pas de permanents, ils représentent en moyenne pour 3 ou 4 copains et pour chacun 5 à 7000 frs mensuellement pour un travail syndical d'au moins 60 heures par mois, et des frais de déplacement qui peuvent s'élever jusqu'à 3000 frs (non payés par le syndicat). (il s'agit de francs anciens bien entendu). Ce n'est pas un pont d'or! Le copain qui a donné cette information doit bien savoir cela. Sur ces cotisations, le syndicat édite le "Bulletin des correcteurs", donne des indemnités de maladie, de retraite qui, pour si modestes qu'elles soient, n'en grèvent pas moins le budget du syndicat. A moins qu'on nous prouve qu'une organisation puisse se passer d'un apport d'argent quelconque..

Et même pour les secrétaires permanents des autres syndicats du livre, il ne faut pas croire qu'ils touchent des sommes colossales. Ils ont simplement le salaire maximum des ouvriers de leur profession, avec les avantages des cadres. Seulement il faut autrement plus d'heures que s'ils étaient à l'atelier. Ces places-là contrairement à ce que l'on peut penser ne sont pas des sinécures. Il serait peut-être préférable pour donner plus de poids aux griefs que l'on peut faire aux syndicats dans la façon dont ils conduisent les luttes syndicales, d'éviter ce genre d'attaques mesquines.

Sur un plan général, les informations que donnent ICO sont intéressantes et c'est là avec quelques bonnes études, le côté positif d'ICO. Cependant à la longue, on a l'impression que tous les délégués syndicaux sont plus ou moins de mêche avec les patrons. Et s'il est vrai qu'il y en a quelques uns qui profitent de leurs fonctions pour se caser dans la hiérarchie, il y en a beaucoup d'autres qui n'en retirent que des tracasseries et du travail supplémentaires.

Il y a aussi un certain illogisme dans les attaques systématiques contre l'action des syndicats. Par exemple, on dit -avec raison- que les grèves d'une heure ne servent à rien. On fait alors une grève de 24h. Qu'est-ce que ça donne de plus? Pas grand'chose. A vrai dire il faudrait des actions de vaste envergure; mais peut-on mobiliser sur des luttes qui demanderont des sacrifices, actuellement, les travailleurs contre les ordonnances? Je dis non, il suffit de parler avec les copains des ateliers pour s'en rendre compte. Bien sûr la situation économique s'aggravant tout peut changer. Mais en ce moment encore, il ne faut pas se leurrer. Alors, si les syndicats font un petit mouvement, on les accuse de mollesse mais s'ils lançaient un mouvement plus important qui échouerait on dirait alors qu'ils ont lancé les ouvriers dans l'aventure, pour le prestige, etc.. Rien n'est simple ni facile. Car si ça ne va pas très bien dans

les secteurs où les syndicats ont quelque emprise, est-ce que ça va mieux dans les secteurs où les syndicats n'ont pas ou très peu d'influence. Les ouvriers ne subissant pas les "diktat" des bonzes, s'organisent-ils mieux? Profitent-ils d'avantages supérieurs? Si on est honnête on doit reconnaître que non, et que les patrons font régner l'arbitraire le plus complet, dont on n'a pas souvent idée. Alors qu'est-ce qu'il faut faire? Attendre la révolution? Et laquelle? Je me suis posé bien sûr toutes ces questions. J'en suis arrivé à penser qu'en attendant que les conditions propices se présentent pour un renversement du capitalisme, et sans tomber dans le réformisme, il faut améliorer le plus possible, maintenant, nos conditions de travailleurs, car chacun n'a qu'une vie et personne n'a le droit d'exiger le sacrifice d'une génération pour édifier un paradis futur et hypothétique. Tout cela sans illusion, mais sans découragement non plus. Et je terminerai en disant que si beaucoup de camarades n'avaient pas cet esprit scissionniste, il y aurait au sein des syndicats beaucoup plus de résistance possible à opposer aux "dirigeants". Et si dans le livre précisément, on assiste actuellement à une main-mise de plus en plus prononcée des communistes, cela est dû d'une part à ceux qui s'en moquent et d'autre part à la désaffection de militants qui refusent le combat au syndicat pour se réfugier dans des petits cénacles comme ceux qui gravitent autour d'ICO, où il est plus facile d'être purs. Je dis cela sans esprit d'attaquer qui que ce soit, chacun étant libre de militer selon le choix qu'il fait. Mais je souligne qu'il est facile de critiquer lorsqu'on n'est pas dans le coup, et souvent on critique mal.. Les griefs importants qu'on peut faire aux syndicats c'est d'avoir laissé s'instaurer, d'avoir favorisé les revendications particulières à un tel point que plus personne n'a d'intérêt commun. Chaque corporation (et au sein d'une corporation des catégories nombreuses se sont créées) ne pense plus qu'à ses problèmes et néglige l'ensemble. Les salaires se sont considérablement hiérarchisés et les primes de toutes sortes, les heures supplémentaires ajoutées à cela ont atténué l'esprit de solidarité ouvrière.. Je te dis cela en vrac, on pourrait bien sûr discuter longtemps.

Quant aux "intellectuels" de l'Internationale situationniste" qui veulent donner des conseils aux ouvriers, ils n'ont qu'à aller travailler sur les chaînes ou sur les chantiers pour apprendre ce que c'est qu'un ouvrier. Ils ne savent même pas comment c'est fait. "

- d'un camarade de Grasse: .. je m'efforce de suivre d'assez près les suites de la dévaluation de la livre. Celle-ci n'est après tout qu'une "péripétie" dans quelque chose de plus grave, une crise économique généralisée. On pouvait dire que depuis un an, on était entré dans une période où l'expansion d'un pays se faisait au détriment de celle des autres. Exemple: expansion japonaise, italienne, mais stagnation et récession ailleurs, et cela malgré la guerre, et les commandes d'armement dans les zones chaudes. Il semble qu'il faille s'attendre à pire. C'est pourquoi il y a lieu de suivre de plus en plus près cette situation. Le chômage s'aggrave, surtout si l'on tient compte que celui des jeunes devant entrer dans la production n'est pas résurable et que la main d'oeuvre étrangère (en Allemagne c'est net) sert de coussin amortisseur. L'allocution de Pompidou à la Télé, hier soir, prépare à des difficultés économiques. Toute la gamme des recettes keynésiennes va être utilisée. C'est déjà même- avec quels résultats? Je crois qu'on devrait se remettre à gamberger et à réviser certaines analyses.

Au sujet de la situation économique mondiale il est trop évident qu'elle est à suivre de près. Comme je le prévoyais, Debré a sorti l'arsenal des recettes keynésiennes. Les allemands continuent à les utiliser par petits paquets... Si l'on ajoute à tout ça la situation dans le Tiers Monde qui fait les frais des difficultés des pays riches, c'est bel et bien la crise. Et la guerre continue son petit bonhomme de chemin à raison de 350.000 dollars par Viet-cong tué, en attendant les Nord-Coréens, Laotiens, etc..

- d'un camarade de La Rochelle: je dois t'avouer que les problèmes soulevés par les intellectuels ont bien trop souvent été trop forts pour moi. Pour ma part, j'essaie le plus possible d'échapper aux textes théoriques car le peu que j'ai

tenté d'y puiser quelque chose j'ai été déçu n'y trouvant que prêche et bonnes paroles. Et ce n'est pas la fainéantise qui me fait reculer devant ces textes. Tout simplement mes espoirs se fondent sur mon expérience de chaque jour, une expérience de travailleur complétée, modelée par les expériences des autres.

... ici, rien à signaler, ma campagne se retrouve sans boulot à la fin du mois...

Il lui reste un peu plus de 15 jours à travailler (préavis) jours certainement fertiles en incident car nous sommes décidés tous les deux à passer à l'action, de représailles. Toutefois je suis assez limité car le patron peut me "balancer" suivant ses propres termes, sans préavis, ma période d'essai durant jusqu'au mois d'avril. Avec deux gosses il n'est pas recommandé de se retrouver sans boulot et sans un gîte précaire puisqu'en effet, nous n'avons pas encore réussi à quitter le logement qui appartient à la Préfecture, soit donc au patron. Ainsi mauvais début d'année. Dans des cas comme ça par exemple, on ne se creuse pas trop les méninges pour savoir où en est sa conscience et quelles sont ses exigences. On a plutôt envie de casser du patron.

- de Québec: .. j'ai lu la lettre du camarade français vivant au Canada lettre qui a été publiée dans le numéro d'ICO 66, et je dois confirmer ce qu'il dit du pays. Le mouvement syndical ne jouit d'aucun appui au sein des masses (ce qui en soi n'est pas mauvais) et il n'existe aucune conscience de classe et aucun esprit de solidarité ouvrière. A part quelques rares exceptions venant toujours de la part des dockers, les grèves sont toujours bien encadrées par les élites syndicales et l'on ne remet jamais en question la hiérarchisation de la société. Aucune action spontanée. La masse est amorphe et rêve au jour où elle pourra, à son tour, posséder son entreprise et faire subir aux autres le même sort qu'elle subit. "

LICTIONS

Réunion: des camarades de Paris- 20 janvier 1968- 24 présents-

I- Critique et orientation d'ICO: cette discussion fait suite au débat amorcé depuis plusieurs réunions (voir ICO N° 65, p. 8, N° 66, et N° 67 p.5). Le camarade concerné principalement par ce débat et qui n'a pu assister aux réunions précédentes à cause de son travail a préparé une réponse écrite aux différentes interventions au cours de la réunion de novembre (voir ICO n° 66). Il présente ce texte-réponse par une mise au point concernant les discussions particulières qu'il a eues avec un camarade d'ICO et ses rapports avec ICO. Le texte réponse sera ronéoté et adressé aux camarades de Paris participant habituellement à la réunion mensuelle préalablement à une réunion exceptionnelle qui se tiendra le samedi 2 mars (heure et lieu habituels); après cette discussion texte réponse et compte rendu des débats seront adressés à tous ceux qui reçoivent ICO lesquels pourront alors intervenir par lettre s'ils jugent utile.

II- Informations d'entreprise: voir rubrique "les travailleurs en France"

III- Informations de Grèce, d'Italie, d'Espagne: voir les textes correspondants

IV- Prochaines réunions d'ICO: samedi 17 février 1968 (réunion habituelle)
samedi 2 mars: réunion exceptionnelle.

heure et lieu habituels pour ces deux réunions

Faute de place, les publications, et la suite du numéro sur le Viet-Nam sont reportées au prochain numéro.

Ce que nous sommes, ce que nous voulons

Ce texte ne constitue pas un programme ou une plate-forme d'action il constitue le point, d'une discussion permanente entre tous les camarades d'I. C. O. chacun peut le remettre en question. En tout ou partie.

Le but de notre regroupement est de réunir des travailleurs qui n'ont plus confiance dans les organisations traditionnelles de la classe ouvrière, partis et syndicats.

Les expériences que nous avons faites nous ont montré que les syndicats actuels sont des éléments de stabilisation et de conservation du régime d'exploitation.

Ils servent d'intermédiaires sur le marché du travail, ils utilisent les luttes pour des buts politiques, ils sont les auxiliaires de toute classe dominante dans un état moderne.

Nous pensons que c'est aux travailleurs de défendre leurs intérêts et de lutter pour leur émancipation.

Travailleurs parmi d'autres, nous essayons de nous informer mutuellement de ce qui se passe dans nos milieux de travail, de dénoncer les manœuvres syndicales, de discuter de nos revendications, de nous apporter une aide réciproque.

Dans les luttes, nous intervenons comme travailleurs et non comme organisation pour que les mouvements soient unitaires et pour cela, nous préconisons la mise sur pied de comités associant de façon active le plus grand nombre de travailleurs, nous défendons des revendications non hiérarchisées, et non catégorielles capables de faire l'unanimité des intéressés. Nous sommes pour tout ce qui peut élargir la lutte et contre tout ce qui tend à l'isoler. Nous tentons par des liaisons internationales de savoir aussi quelle est la situation des travailleurs dans le monde et de discuter avec eux.

Tout cela nous mène à travers les problèmes actuels à mettre en cause toute la société d'exploitation, toutes les organisations, à discuter de problèmes généraux tels que le capitalisme d'état, la hiérarchie, la gestion bureaucratique, l'abolition de l'état et du salariat, la guerre, le racisme, le socialisme, etc. Chacun expose librement son point de vue et reste entièrement libre de l'action qu'il mène dans sa propre entreprise. Nous considérons comme essentiels les mouvements spontanés de résistance à tout l'appareil moderne de domination alors que d'autres considèrent comme essentielle l'action des syndicats et des organisations.

Le mouvement ouvrier est la lutte de classe telle qu'elle se produit avec la forme pratique que lui donnent les travailleurs. Ce sont eux seuls qui nous apprennent pourquoi et comment lutter ; nous ne pouvons en aucune façon nous substituer à eux ; eux seuls peuvent faire quelque chose. Nous ne pouvons que leur apporter des informations au même titre qu'ils peuvent nous en donner, contribuer aux discussions dans le but de clarifier nos expériences communes et, dans la mesure de nos possibilités, que leur fournir une aide matérielle pour faire connaître leurs luttes ou leur condition.

Nous considérons que ces luttes sont une étape sur le chemin qui conduit vers la gestion des entreprises et de la société par les travailleurs eux-mêmes.

informations correspondance ouvrières

Correspondance : **P. BLACHIER**, 13 bis, rue Labois-Rouillon - PARIS-19^e

Abonnement : **Un an - 12 numéros : 6 F.**

Versements : **I.C.O., c.c.p. 20.147-54 PARIS**

ROENOTE à l'adresse ci-dessus - Le Directeur de Publication **P. BLACHIER**.